



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 DECEMBRE 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3277

Proclamations

Canada, Province de Québec. } L. A. JETTE
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, Procureur-Général. } ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Beauce, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Saint-George d'Aubert Gallion, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Beauce a nommé M. C. E. Pagé, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st DECEMBER, 1907.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3278

Proclamations

Canada, Province of Québec. } L. A. JETTE
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, Attorney General. } WHEREAS, on presentation to the municipal council of the county of Beauce, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of Saint George d'Aubert Gallion, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Beauce has named Mr. C. E. Pagé, special superintendent charged to visit the said

constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du "Village Est de Saint-George de Beauce", qui est un démembrement de la municipalité de Saint-George d'Aubert Gallion, dans le comté de Beauce, occupe une étendue d'environ trois cent dix (310) arpents en superficies, et son territoire est borné comme suit, savoir :

En front, vers le sud-ouest, par la rive nord-est de la rivière Chaudière à ses plus hautes eaux, c'est-à-dire à partir du terrain cultivable ; vers le nord-ouest, par la ligne sud-est du lot numéro cinq cent soixante-dix sept (577), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-George ; vers le sud-est, par la ligne nord-ouest du lot numéro six cent treize (613), du même cadastre, et vers le nord-est, par une ligne tirée parallèlement à la rive nord-est de la rivière Chaudière, à dix-arpents au nord-est de la limite sud-ouest en premier lieu décrite, sera détaché de la municipalité de Saint-George d'Aubert Gallion, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village Est de Saint-George de Beauce", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village Est de Saint-George de Beauce, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à iceller fait apposer le grand Sceau de Notes Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIÈME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3901

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs.

territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved this said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The municipality of the East Village of Saint-George de Beauce, which is a dismemberment of the municipality of Saint-George d'Aubert Gallion, in the county of Beauce, occupies an area of about three hundred and ten (310) arpents in superficies, and its territory is bounded as follows, to wit :

In front, on the south west, by the north east bank of the Chaudière river at its highest water mark, that is to say beginning from the arable land ; on the north west by the south east line of lot number five hundred and seventy seven (577), of the official cadastre of the parish of Saint-George ; on the south east by the north west line of lot number six hundred and thirteen (613), of the same cadastre, and on the north east by a line drawn parallel to the north east bank of the Chaudière river, ten arpents to the north west of the south west limit firstly above described, shall be detached from the municipality of Saint-George d'Aubert Gallion, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the East village of Saint-George de Beauce", from and after this date.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said East village of Saint-George de Beauce, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWELFTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3902

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Coun-

de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

3696

pillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTEENTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTEENTH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY FIFTH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FOURTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3696

Avis du Gouvernement

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 décembre 1907, d'autoriser en faveur de William Barnard Samuel Reddy, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu George Robert William Kittson, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, dit district, conformément aux dispositions du code du notariat.

3961

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 décembre 1907, d'autoriser en faveur de Joseph Séverin Beaudet, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville d'Acton, en le comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Joseph Magloire Bordua, en son vivant notaire public, pratiquant en la ville d'Acton, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

3959

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Government Notices

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th December, 1907, to authorize the transfer to William Barnard Samuel Reddy, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, of the minutes, repertory and index of the late George Robert William Kittson, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, in the said district, in accordance with the provisions of the notarial code.

3962

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th December, 1907, to authorize the transfer to Joseph Séverin Beaudet, esquire, notary public, practising and residing in the town of Acton, county of Bagot, district of Saint Hyacinth, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Magloire Bordua, in his lifetime notary public, practising in the said town of Acton, in the county and district aforesaid, in accordance with the provisions of the notarial code.

3960

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

La compagnie "Bay Shore [Lumber Company]" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est dans la ville de Cookshire.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Harry R. Fraser, de Sherbrooke.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 18 décembre 1907.

3955

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de décembre 1907, constituant en corporation MM. Charles A. Barnard, Casimir Dessaulles et Joachim Gelinus, de la cité de Montréal, avocats, Édouard A. Barnard, comptable, et Réal Robillard, agent, de la cité de Montréal, dans les buts de chercher et explorer des mines et minéraux ;

Faire toutes opérations par lesquelles le sol, terre, roches et pierres, peuvent, dans le but d'extraire tout minéral quelconque, être miné, creusé, levé, lavé, assésé, tondé, purifié, écrasé ou traité en aucune manière ; rendre les dits minéraux marchands par tous les moyens quelconque, les vendre ou en disposer autrement.

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de réméré ou tout intérêt y ayant rapport ; inventions mécaniques, droits de patente d'invention ou le droit de faire usage de tels appareils, ou droits de patente en rapport aux susdits objets.

Construire, maintenir et exploiter sur sa propre propriété ou sur celles sous son contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, digues, écluses, dalles, canaux, pouvoirs d'eau, pouvoirs hydrauliques et autres ouvrages hydrauliques, chemins, factories, bâtisses, moulins, entrepôts et magasins nécessaires ou utiles pour ses opérations.

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts révisés en la manière prescrite.

Manufacturer, acheter et vendre toute sorte d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou par ses ouvriers.

Construire, acquérir, posséder, frêter et employer les vaisseaux nécessaires pour ses opérations et pour le transport de ses produits.

Recevoir en paiement pour minéraux, terres, marchandises ou travaux, des actions, bons, débetures ou autres garantis émis par aucune compagnie minière, les posséder ou en disposer autrement.

Acquérir les biens, entreprise, propriété, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie faisant toute industrie ou affaires qu'une compagnie est autorisée à faire et les payer par des actions payées en tout ou en partie, si on le désire, et prendre les dettes et charges y appartenant.

Les actionnaires de la dite compagnie n'encourront pas de responsabilité personnelle ou engagement dans l'augmentation du montant du prix payé ou consenti à être payé à la compagnie pour ses actions.

Faire toutes telles choses et opérations qui peuvent être nécessaires aux objets ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter l'acquisition des objets pour lesquels elle est incorporée.

Exercer tous les pouvoirs susdits et faire toutes choses et opérations sujettes aux dispositions de la loi des mines de Québec, sous le nom de "Temiscamingue and Miramichi Mining Company", avec un fonds social d'un million de piastres (\$1,000,000 00), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1907.

JOS. BOIVIN,

3899

Sous-secrétaire de la province.

The "Bay Shore Lumber Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is in the town of Cookshire.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits or proceedings instituted against it, is Mr. Harry R. Fraser, of Sherbrooke.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 18th December, 1907.

3956

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirteenth day of December, 1907, incorporating Messrs. Charles A. Barnard, Casimir Dessaulles and Joachim Gelinus, of the city of Montréal, advocates, Edward A. Barnard, accountant, and Réal Robillard, agent, of the city of Montréal, for the purpose to prospect and explore for mines and minerals ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof.

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes.

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations.

Exercise all the powers enumerated in articles 5225 to 5231 of the revised statutes in the manner therein prescribed.

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandises, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen.

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products.

Receive in payment for minerals, lands, merchandize or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, and hold the same or dispose thereof.

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which this company is authorised to carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto.

The shareholders of said company shall incur no personal responsibility or liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Do all such acts and operations as are accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which incorporation is sought.

Exercise all the above powers and do all such acts and operations subject to the provisions of the Quebec Mining Companies Act, under the name of "Temiscamingue and Miramichi Mining Company", with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000 00), divided into one million shares (1,000,000) of one dollar (\$1.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this thirteenth day of December, 1907.

JOS. BOIVIN,

3900

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour de décembre 1907, augmentant le capital de "The Canada Envelope Company" jusqu'à cent mille piastres (\$100,000.00), divisant le nouveau capital de soixante quinze mille piastres (\$75,000.00) en quinze cents (1500) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce treizième jour de décembre 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3903

No. 1947.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Whitton, dans le comté de Compton, les biens-fonds du premier rang nord-est du canton de Whitton, ayant les numéros 27 et suivants jusqu'à 43, inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Cécile de Whitton, dans le même comté.

Cette délimitation, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain 1908. 3787-2

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Aimé Lussier, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Saint-Jean, en le comté de Saint-Jean, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Arthur Pigeon, notaire public, pratiquant à Saint-Georges de Henryville, comté et district d'Iberville, qui était lui-même cessionnaire des minutes, répertoire et index de feu les notaires Louis Hormisdas Trudeau et Edouard René Demers, du même endroit, le tout conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 30 novembre 1907. 3687.3

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Adélar Gilbert, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Georges, comté et district de Beauce, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J. A. E. Chaperon, en son vivant notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Georges, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3613.4

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1907, increasing the capital of the "Canada Envelope Company" to one hundred thousand dollars (\$100,000.00), dividing the new capital of seventy five thousand dollars (\$75,000.00) into fifteen hundred (1500) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirteenth day of December, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3904

No. 1947.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to fix boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Whitton, in the county of Compton, the properties in the first range north east of the township of Whitton, bearing the numbers 27 and following to 43, inclusively, and to annex them to the school municipality of Sainte-Cécile de Whitton, in the same county.

Such change, if it is authorized, shall take effect only on the 1st of July next, 1908. 3788

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Aimé Lussier, esquire, notary public, practising and residing in the town of Saint John, in the county of Saint John, district of Iberville, asking for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Arthur Pigeon, notary public, practising at Saint Georges de Henryville, county and district of Iberville to whom the said minutes, repertory and index of the late Louis Hormisdas Trudeau and Edouard René Demers, notaries, of the same place, had already been transferred, the whole in accordance with the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 30th November, 1907. 3688

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Adélar Gilbert, esquire, notary public, practising and residing at Saint Georges, county and district of Beauce, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. A. E. Chaperon, in his lifetime notary public, practising and residing at Saint Georges, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3614

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line

toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C.

3279

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexées.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
G. L. C.

3280

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspapers in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act,"

Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours

or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before

avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

3281

the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

3282

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "Quebec Live Stock & General Accident Insurance Coy.", avec bureau principal en la cité de Québec, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de réassurance contre le feu, les bris de glaces et de chaudières à vapeur et les accidents ou événements de toute nature, ainsi que pour garantir la fidélité des personnes occupant des charges ou emplois de confiance, et de faire exécuter toute autre chose se rapportant à ses opérations et de nature à les faciliter, et pour autres fins.

CARON, GIBSON & DOBELL,
Procureurs de la requérante.

Québec, 10 décembre, 1907. 3839-2

Avis est, par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par l'honorable Damien Rolland, membre du conseil législatif de la province de Québec, de la cité de Montréal; S. Jean-Baptiste Rolland, de la ville de Saint-Jérôme; Octavien Rolland, F. Howard Wilson, Rolland Préfontaine, tous de la dite cité de Montréal, et Thomas H. Ayers, de la ville de Lachute, dite province de Québec, tous manufacturiers et commerçants de bois, pour obtenir un acte les incorporant ainsi que tous ceux qui pourraient subséquemment devenir actionnaires avec eux, en une compagnie sous le nom de "La Compagnie Hydraulique de la Rivière du Nord," avec le pouvoir de faire et construire des digues, canaux, travaux et améliorations sur la rivière du Nord et ses tributaires, ainsi que les lacs et cours d'eau qui se jettent ou peuvent se jeter dans la dite rivière du Nord et ses tributaires, dans les districts de Joliette et Terrebonne, dans la province de Québec, depuis la source ou tête de la rivière du Nord jusqu'à un point près de l'endroit appelé Shawbridge, dans les paroisses de Saint-Sauveur et Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, dans le but d'emmagasiner et de régulariser l'eau de cette rivière du Nord et ses tributaires et lacs, pour des fins de pouvoirs hydrauliques et autres; d'acheter et d'exproprier au besoin les terres et propriétés requises pour l'exercice de ces droits; et de toute façon, de conduire ces opérations par tous les moyens jugés expédients; pour emprunter suivant la nécessité et émettre des valeurs et débetures de telle façon et pour telle considération qu'il sera jugé à propos, avec en plus tous les pouvoirs nécessaires et utiles pour les opérations et entreprises de la compagnie.

RINFRET & MARCHAND,
Procureurs des requérants.

Saint-Jérôme, 10 décembre 1907. 3853.2

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act to incorporate "Quebec Live Stock & General Accident Insurance Coy.", with its chief office in the city of Québec, with power to make insurance contracts and reinsurance against fire, breakage of glass and of steam boilers, and accidents or events of any kind, and to have any other thing done relating to these operations and of a nature to facilitate them, and for other purposes, as also to guarantee the fidelity of persons occupying offices or positions of trust, and for other purposes.

CARON, GIBSON & DOBELL,
Attorneys for petitioners.

Québec, 10th December, 1907. 3840

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by Honorable Damien Rolland, member of the legislative council of the province of Québec, of the city of Montreal, S. Jean Baptiste Rolland, of the town of Saint Jerome, Octavien Rolland, F. Howard Wilson, Rolland Préfontaine, all of the said city of Montreal, and Thomas H. Ayers, of the town of Lachute, said province of Québec, all manufacturers and lumber merchants, for an act incorporating them and all others who may become shareholders, a company under the name of The North River Hydraulic Company, with power to make and erect all such dams, canals works and improvements on the North River, and on its tributaries, and also the lakes and streams, that are or can be connected into the North River and the said tributaries, in the districts of Joliette and Terrebonne, in the province of Québec, from a point known as the source or head of the North River aforesaid up to a point nearing the settlement known as Shawbridge, in the parishes of Saint Sauveur and Saint Jerome, in the county of Terrebonne, for storing and regulating the waters of the said North River, tributaries, lakes and the flow thereof, for power, hydraulic, driving and other purposes; to buy and expropriate lands and property necessary for the exercise of the rights thereby required; to carry on these operations by all means and appliances deemed expedient; to borrow as required and to issue stocks and debentures in such manner and for such consideration as may be deemed expedient, together with all the powers necessary or useful for carrying out the works and enterprises of the company.

RINFRET & MARCHAND,
Solicitors for applicants.

Saint Jérôme, 10th December, 1907. 3854

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un acte pour définir plus amplement ses pouvoirs quant à l'annexion de territoires voisins, pour ratifier un règlement de son conseil de ville, relatif à l'annexion à la cité du village de Saint-Malo, et pour autres amendements à sa loi d'incorporation.

H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité. 3881

Québec, 13 décembre 1907.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser la cité de Montréal à exproprier le terrain nécessaire pour élargir la ruelle Saint-David dans toute sa longueur, ou en sections, dans la cité de Montréal, en conformité avec la ligne homologuée de la dite ruelle, et pour telles autres fins en rapport avec telle autorité qui peut être dans l'intérêt des personnes intéressées à l'effet des présentes.

HENEKER, DUFF & STEPHENS,
Solliciteurs des requérants. 3885

Montréal, 14 décembre 1907.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Country Club", avec pouvoir de tenir un club de campagne, pour fins sociales, et aussi pour exempter le dit club des dispositions de 63 Victoria (Qué.), chap. 12, section 46, s. s. 3, et pour tels autres pouvoirs et privilèges qui peuvent être nécessaires.

PRINGLE & GUTHRIE,
Solliciteurs des requérants.

Citizen Building, Ottawa,
Daté à Ottawa, 14 décembre 1907. 3893

Avis est par le présent donné que l'Institution Catholique des sourds-muets pour la province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander une extension du délai qui lui est accordé par la section 5 de la loi 5 Edouard VII, ch. 102, à l'effet de suspendre le recours des créanciers de la dite institution pendant trois ans; et pour faire ratifier la vente à la dite institution d'un terrain appartenant à la substitution créée par la donation entrevue de Marie Anne Corbeil, en faveur de Pierre Picotte et uxor.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Procureurs de la requérante. 3891
Montréal, 14 décembre 1907.

Avis public est par les présentes donné que François Xavier Leduc, cultivateur, de la ville de Notre-Dame de Grâce, en sa qualité de grevé à la substitution créée aux termes du testament de feu Charles Leduc, son père, ainsi qu'aux termes des codicilles au dit testament, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour l'autoriser à retirer, avec l'assistance du curateur à la dite substitution, les deniers provenant de la vente des biens ainsi substitués, à en donner quittance aux acquéreurs sans que ces derniers soient tenus de voir au rempli des dits deniers, à faire tel rempli au désir de l'article 953a du code civil de la province de Québec, et pour aussi ratifier la vente qu'il a faite des dits biens, et pour autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DECARY,
Procureur du requérant. 3877
Montréal, 16 décembre 1907.

Public notice is hereby given that the city of Québec will apply to the Legislature of this province, at its next session, for the passing of an act to explain more fully the powers of the city, with regard to the annexation of neighbouring territories, to ratify a by-law passed by the city council of Québec, concerning the annexation to the city of Québec of the village of Saint Malo, and for other amendments to its charter of incorporation.

H. J. J. B. CHOUINARD,
City clerk. 3882

Quebec 13th December, 1907.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to authorize the city of Montreal to expropriate the land necessary to widen Saint David's lane throughout, or in sections, in the city of Montreal, in accordance with the homologated line of the said lane, and for such other purposes in connection with such authority as may be in the interests of the persons affected thereby.

HENEKER, DUFF & STEPHENS,
Solicitors for applicants. 3886

Montreal, 14th December, 1907.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at the next session thereof, for an act to incorporate "The Country Club", with power to carry on a country club, for social purposes, and also to except the said club from the provisions of 63 Victoria (Que.), chap. 12, section 46, s. s. 3, and for such other powers and privileges as may be necessary.

PRINGLE & GUTHRIE,
Solicitors for the applicants.

Citizen Building, Ottawa,
Dated at Ottawa, 14th December, 1907. 3894

Notice is hereby given that "L'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec," will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an extension of the delay granted it by section 5 of the act 5 Edward VII, chapter 102, suspending the recourse of the creditors of the said institution for three years; and to ratify the sale to the said institution of a lot of land belonging to the substitution created by the deed of gift *inter vivos* by Marie Anne Corbeil, in favor of Pierre Picotte et uxor.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Attorneys for petitioner. 3892
Montreal, 14th December, 1907.

Public notice is hereby given that François Xavier Leduc, farmer, of the town of Notre-Dame de Grâce, in his quality of institute to the substitution created by the terms of the last will and testament of the late Charles Leduc, his father, and of the codicils of the said last will, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to authorize him to withdraw, with the assistance of the curator of the said substitution, the monies proceeding from the sale of the properties so substituted, to give a valid discharge to the buyers thereof, to provide that the latter shall not be bound to supervise the re-investment of said monies, to authorize him to re-invest said monies in accordance with the terms of article 953a of the civil code of procedure of the province of Québec, and also to ratify the sale which he has already made of the said properties, and for other purposes connected therewith.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for the petitioner. 3878
Montreal, 16th December, 1907.

Avis public est donné par les présentes que la corporation de la paroisse de Notre-Dame de Québec fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte à l'effet d'incorporer la dite paroisse en ville.

M. JOS. AHERN,
Procureur de la corporation de la paroisse de
Notre-Dame de Québec.
Québec, 2 décembre 1907. 3889

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Notre-Dame de Québec shall apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to incorporate the said parish into a town.

M. JOS. AHERN,
Attorney for the corporation of the parish of
Notre-Dame de Québec.
Quebec, 2nd December, 1907. 3890

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part de Louis Philippe Girard, étudiant en droit, pour obtenir un acte permettant au barreau de la province de Québec de l'admettre à la pratique du droit, après examen.

Québec, 18 décembre 1907. 3927

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Québec, at its next session, by Louis Philippe Girard, student at law, for an act authorizing the bar of the province of Québec to admit him to the practice of law, after having passed his examination.

Québec, 18th December, 1907. 3928

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'École, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les autoriser à émettre des débetures pour les fins de bâtisses, au montant de cent mille piastres (\$100,000.00), et de plus les autoriser à faire des règlements concernant les honoraires à payer aux commissaires.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 18 décembre 1907. 3943

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for an act to authorize them to issue debentures for building purposes, to the amount of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), and further to confer upon them the power to enact by-laws relating to the fees to be paid to the commissioners.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS &
LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.
Montreal, 18th December, 1907. 3944

Avis public est par le présent donné que la corporation de Limoilou s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte érigeant la municipalité de Limoilou en ville.

J. E. CHAPLEAU,
3953 Procureur de la corporation de Limoilou.

Public notice is hereby given that the corporation of Limoilou will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to incorporate the municipality of Limoilou as a town.

J. E. CHAPLEAU,
3954 Attorney for the corporation of Limoilou.

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Québec Central s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte dans les buts suivants, en donnant à la dite compagnie l'autorité :

1° De construire, acquérir, maintenir et mettre en opération des hôtels et propriété d'hôtel et en disposer.

2° Changer la date de l'année fiscale du 31e jour de décembre de chaque année au 30e jour de juin.

3° Déclarer et payer l'intérêt intérim sur les 7% income bonds de la compagnie, et de plus pour obtenir une nouvelle distribution du pouvoir de vote de la compagnie parmi les différentes classes de son stock et porteurs de débetures et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,
Procureurs des requérants.
Québec, 12 décembre 1907. 3909

Public notice is hereby given that the Québec Central Railway Company will, at the next session of the Legislature of the province of Québec, apply for the passing of an act to amend its charter in the following respects, by granting to the said company authority :

1. To build, acquire, maintain, operate and dispose of hotels and hotel property.

2. To change the date of its fiscal year from the 31st day of December, in each year, to the 30th day of June.

3. To declare and pay interim interest on the company's 7% income bonds and further to obtain redistribution of the voting power of the company among the various classes of its stock and debenture holders and for other purposes.

W. & A. H. COOK,
Attorneys for applicants.
Quebec, 12th December, 1907. 3910

Province de Québec, }
District de Saint-François. }

Avis est par les présentes donné que la corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte concernant, entr'autres, les sujets suivants : changer la date des élections pour qu'elles aient lieu le premier lundi de février de chaque année ; pour enlever la clause 15 ; pour obtenir le pouvoir d'emprunter de l'argent temporairement ; pour obtenir le droit de donner ses débetures en garantie pour sûreté de tout emprunt, sans en affecter la négociabilité ; pour limiter à deux mille dollars le pouvoir de donner un bonus à la " Eastern Townships Agricultural Association ", sans le vote des propriétaires ; pour obtenir le droit de taxer les automobiles.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la corporation,
de la cité de Sherbrooke.
12 décembre 1907. 3907

Province of Québec, }
District of Saint Francis. }

Notice is hereby given that the corporation of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for amendments to its charter respecting the following among other matters ; to change the date of the elections, so it should be held on the first Monday of February of each year ; to strike out clause 15 ; to obtain power to borrow money temporarily ; to obtain the right to give its debentures as security for any loan, without affecting the negotiability thereof ; to limit to two thousand dollars the power to give a bonus to the Eastern Townships Agricultural Association, without the vote of the property owners ; to obtain the right to tax automobiles.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for the corporation of the
city of Sherbrooke.
12th December, 1907. 3908

Avis est présentement donné que la succession de feu William Kerr s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi ratifiant un acte de vente consenti par les exécuteurs testamentaires et légataires fiduciaires de feu l'honorable Sir George Étienne Cartier *et al.*, à MM. Browne & Perley, devant J. L. Coullée, notaire, le 5 mai 1874.

Pour les intéressés,

L. LYMAN,
Procureur.
3921

Montréal, 17 décembre 1907.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du village de Saint-Pierre-aux-Liens s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'érigeant en corporation de ville, sous un nouveau nom, en vertu de la loi des cités et villes de 1903, étendant ses limites, définissant plus amplement ses pouvoirs d'imposer et de collecter certaines taxes et licences, déterminant le nombre et la qualification de ses échevins, le mode de l'élection du maire, modifiant la manière de faire les emprunts municipaux, et pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Procureur de la Corporation du village de
Saint Pierre-aux-Liens.
3767.2

Montréal, 6 décembre 1907.

Province de Québec, }
District de Bedford. }

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Farnham s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour refondre sa charte, 62 Victoria, chapitre 65, la déclarant sujette aux dispositions de la loi concernant les cités et villes de 1903, 3 Ed. 7, ch. 38, avec certains amendements, pour entre autres choses, changer son nom en celui de ville de Farnham, diviser la municipalité en quartiers, fixer les droits sur licences d'hôtels, et autres fins.

J. E. LEFEBVRE,
Procureur de la requérante.

Farnham, 10 décembre 1907. 3815.2

La cité des Trois-Rivières donne avis qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, elle demandera des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

1° Le pouvoir de contracter des emprunts ou d'émettre des débiteures pour la construction d'égouts, pavage, agrandissement ou amélioration de l'aqueduc et pour les fins scolaires, et le pouvoir d'imposer des taxes spéciales pour payer ces travaux.

2° L'apposition de signatures imprimées ou lithographiées sur les coupons des débiteures, certificats ou avis.

3° Le mode des élections municipales, la qualification, la durée du mandat et la rémunération du maire et des échevins, le nombre des échevins, la qualification des électeurs municipaux et leur droit de vote.

4° L'augmentation des revenus de la cité au moyen de taxes et de licences ; les finances et l'administration ; les rôles d'évaluation et de perception ; les évaluateurs et leurs devoirs.

5° Le mode de collection des taxes et autres charges scolaires et pour changer l'administration de la commission scolaire.

6° La vente de liqueurs enivrantes le jour de la votation aux élections municipales.

L.-T. DESAULNIERS
Sec.-trés. corp. Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 11 décembre 1907. 3805.2

Notice is hereby given that the estate of the late William Kerr will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act to ratify a deed of sale by the testamentary executors and fiduciary legatees of the late Honorable Sir George Etienne Cartier *et al.*, to Messrs. Browne & Perley, executed before J. L. Coullée, notary, the 5th May, 1874.

For the interested parties,

L. LYMAN,
Attorney.
3922

Montreal, 17th December, 1907.

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Saint Pierre aux Liens will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act erecting it into a town corporation, under a new name, under the cities and towns' act of 1903, extending its limits, more fully determining its powers of imposing and collecting certain taxes and licenses, determining the number and qualification of its aldermen, the mode of election of its mayor, modifying its borrowing powers, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for the Corporation of the village
of Saint Pierre aux Liens.
3768

Montreal, 6th December, 1907.

Province of Quebec, }
District of Bedford. }

Notice is hereby given that the corporation of the town of Farnham will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, 62 Victoria, chapter 65, to declare it subject to the provisions of the cities and towns' act, 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, with certain amendments, for the following amongst other purposes, to change its name to that of the town of Farnham, to divide the municipality into wards, to fix duties on hotel licenses, and for other objects.

J. E. LEFEBVRE,
Attorney for petitioner.

Farnham, 10th November, 1907. 3816

The city of Three Rivers gives notice that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, it will apply for amendments to its charter in connection with the following matters :

1. The power to contract loans or to issue debentures for the construction of services, paving, the enlargement or improvement of the water-works and for school purposes, and the power to impose special taxes for such works and purposes.

2. The affixing of printed or lithographed signatures to debenture coupons, certificates or notices.

3. The mode of municipal elections, the qualification, duration of office and remuneration of the mayor and aldermen ; the number of aldermen ; the qualification of municipal electors and their right to vote.

4. The increase of the city's revenues by means of taxes and licenses ; the finances and administration ; the valuation and collection rolls ; the assessors and their duties.

5. The mode of collecting school taxes and other dues and to change the administration of the school board.

6. The sale of intoxicating liquors on voting day for municipal elections.

L. T. DESAULNIERS,
Sec. treas. corp. of Three Rivers.
Three Rivers, 11th December, 1907. 3806

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Old Brewery Mission", dans le but de faire la charité et pourvoir aux besoins spirituel et temporel des pauvres della cité de Montréal.

UGHTRED & PHELAN,

Procureurs des requérants.

9 décembre 1907.

3785.2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné que les personnes dont les noms suivent, savoir : Georges Mayrand, C. E. Forest, Alphonse Aubry, F. L. Savignac, Napoléon Desautels, Joseph Mercure, Eusébe Meunier, Stanislas L'Archevêque, J. A. A. Bélanger, H. Slater, Alfred Lapointe, Alexandre Chagnon, Philorum Lefrançois et autres, tous propriétaires-contribuables du village de deLorimier, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi à l'effet d'ériger en ville, en vertu de la loi des cités et villes, 1903, le territoire actuellement compris dans les limites de la municipalité du village de deLorimier, dans le comté d'Hochelega, district de Montréal, et de conférer à telle municipalité de ville ainsi érigée, certains droits, pouvoirs et privilèges non conférés par ou dérogeant à la dite "loi des cités et villes, 1903".

WILFRID LALONDE,

Procureur des requérants.

3779.2

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Old Brewery Mission", for the purpose of distributing charity and providing for the spiritual and temporal needs of the poor of the city of Montreal.

UGHTRED & PHELAN,

Attorneys for petitioners.

9th December, 1907.

3786

Province of Quebec, }
District of Quebec. }

Notice is hereby given that the following persons, to wit : Georges Mayrand, C. E. Forest, Alphonse Aubry, F. L. Savignac, Napoléon Desautels, Joseph Mercure, Eusébe Meunier, Stanislas L'Archevêque, J. A. A. Bélanger, H. Slater, Alfred Lapointe, Alexandre Chagnon, Philorum Lefrançois and others, all proprietors and ratepayers of the village of deLorimier, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to erect into a town, under the cities and towns' act of 1903, the territory now comprised within the limits of the municipality of the village of deLorimier in the county of Hochelega, district of Montreal, and to confer upon such town municipality so erected, certain rights, powers and privileges not conferred by or derogating from the said "cities and towns' act of 1903".

WILFRID LALONDE,

Solicitor for applicants.

3780

Avis est par le présent donné que les Révérendes Sœurs dites "Les Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie", dont le principal établissement est à Joliette, et qui ont pour mission de se vouer à l'enseignement, aux soins des malades, et aux œuvres de charité en général, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie", avec les pouvoirs généralement accordés à semblables corporations.

J. E. LADOUCEUR,

Procureur des requérants.

Joliette, 3 décembre 1907.

3729.3

AVIS PUBLIC.

La ville de Westmount s'adressera à la législation de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour l'ériger en cité et reviser et refondre sa charte et les actes qui l'amendent avec le statut 3 Édouard VII, ch. 38, comme base pour en conférer les pouvoirs les plus étendus de législation et d'autonomie, et d'obtenir spécialement des dispositions législatives sur, entr'autres sujets, les suivants :

1° Les limites de la cité de Westmount, sa division en quartier, et sa représentation dans le conseil.

2° La composition du dit conseil, le cens d'éligibilité, ainsi que les droits et pouvoirs du maire et des échevins et les électeurs.

3° La nomination de commissions, comités, d'officiers et de départements civiques.

4° Le pouvoir de faire tous les règlements nécessaires à l'administration, au bon ordre, à la police, à la paix, à la santé publique, aux drainages et aux bâtiments dans la dite cité, de recenser sa population de temps à autre, de pourvoir aux moyens les plus efficaces, de protéger la dite cité contre les épidémies, le feu et les inondations, et d'établir un système de statistiques verbales et des dispositions hygiéniques.

5° L'établissement d'une cour de recorder, ses droits et pouvoirs.

6° Les rôles d'évaluation, les taxes et licences, la perception, la défense, le revenu et le pouvoir d'emprunt.

7° Les rues, les améliorations et travaux municipaux, les expropriations.

Notice is hereby given that the Reverend Sister called "Les Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie", having their chief establishment in Joliette, and devoting themselves to instruction, the care of the sick and generally to works of charity, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act incorporating them by the name of "La Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie", with the powers generally granted to such corporations.

J. E. LADOUCEUR,

Attorney for petitioners.

Joliette, 3rd December, 1907.

3730

PUBLIC NOTICE.

The city of Westmount will apply to the legislation of Quebec, at its next session, to enact, to erect it into a city and to revise and consolidate its charter and the acts amending the same with the Statute 3 Edward VII, c. 38, as a basis to confer to said city the most extensive powers of legislation and autonomy, and specially to obtain legislative provisions upon, amongst others, the following subjects :

1. The boundaries of the city of Westmount, its division into wards and its representation in the council.

2. The composition of said council, the qualification, powers and rights of the mayor and aldermen and the electors.

3. The appointment of civic commissions, committees, officials and departments.

4. The power to make by-laws refund for the administration, good order, police, peace, public health, drainage and buildings within said city, to take a census of its population from time to time, to provide for the most efficient means of protecting said city against epidemics, fire and floods, and to establish a system of vital statistics and hygienic regulations.

5. The establishment of a recorder's court, its rights and powers.

6. The assessment roll, taxes and licenses prescription, expenditure, revenue and borrowing powers.

7. The streets, municipal improvements and works and expropriations.

8° L'aqueduc et la taxe de l'eau, les égouts, les trottoirs, la procédure pour la perception des taxes, l'adoption de la mise en vigueur, et l'exécution des règlements, le droit d'imposer des pénalités et de condamner à l'amende et à l'emprisonnement, et en général tous les sujets, matières, droits, pouvoirs et obligations concernant l'intérêt et la bonne administration de la cité de Westmount.

9° Les pouvoirs d'annexion.

10° Le mode de signature des documents municipaux par les officiers du conseil et l'effet de telles signatures.

11 L'enregistrement au bureau de la corporation des transports d'immeubles et des baux.

12° Les avis à donner et la responsabilité de la ville en cas d'accidents.

13° La limitation de la hauteur et de la superficie des bâtisses et la nomination d'un inspecteur pour contrôler la construction au point de vue de l'hygiène et de l'art.

14° La confirmation du règlement No 178 à l'effet d'annexer la partie de la ville de Notre-Dame de Grâce bornée comme suit : au nord par le chemin de Lachine, à l'ouest par le numéro du cadastre 175, de la paroisse de Montréal, au sud par l'avenue de l'Eglise et son prolongement en ligne droite, et à l'est par la ville de Westmount.

WM. MINTO,
Secrétaire-trésorier.

Dandurand, Brodeur & Boyer,

Pr. cureurs de la requérante.

Westmount, 29 novembre 1907.

3715-3

Avis est par le présent donné que le Club Université de Montréal s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement sa charte, lui donnant le pouvoir entre autres choses d'acquiescer et posséder des immeubles et les hypothéquer, vendre ou transporter, émettre des bons garantis sur ses immeubles, et de faire toutes choses requises pour la mise en opération d'un club.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Procureurs des requérants

5 novembre 1907.

3423-6

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pour faire une disposition spéciale pour le partage des biens de feu John Redpath, en son vivant de la cité de Montréal, et pour ratifier et confirmer deux actes passés devant W. de M. Marler, N. P., à Montréal, le 5^e jour d'octobre 1907, entre Francis Robert Redpath et autres d'une part, et le dit Francis Robert Redpath, Huntly Redpath Drummond et George Hyde, d'autre part, et que les dits actes soient déclarés obligatoires pour toutes personnes ayant ou réclamant par et en vertu du testament du dit feu John Redpath, aucun intérêt dans ou sur aucune des propriétés décrites dans les dits actes ou y ayant rapport.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 30 novembre 1907.

3662-4

Avis public est par les présentes donné par MM. Agésilas LePage, Wilfrid Levéque et J. A. Tremblay, tous marchands, de Bagotville, comté de Chicoutimi, qu'une demande sera faite à la législature provinciale Québec, à sa prochaine session, pour un bill incorporant "La Compagnie de Chemin de Fer de la Baie des Ha! Ha!", avec le pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer depuis un point quelconque entre Jonquières et Chicoutimi, sur le parcours du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean jusque sur les bords de la Baie des Ha! Ha!, et tous autres pouvoirs que de droits pour atteindre ses fins.

CHOQUETTE, GALIPEAU
& METAYER,

Procureurs des requérants.

Québec, 8 novembre 1907.

3499.5

8. The water works and water rates, the sewers, sidewalks, the proceedings in connection with the collection of taxes, the passing and enforcement of by-laws, the right to impose penalties, and to condemn to a fine and imprisonment, and generally all subjects and matters, rights, powers and obligations concerning the interest and the good administration of the city of Westmount.

9. The power of annexation.

10. The form of signature of municipal documents of the council's officers and the effect of such signatures.

11. The registration at the corporation's office of real estate transfers and leases.

12. The notices to be given and the responsibility of the town in cases of accident.

13. The limitation of the height and superficies of buildings and the nomination of an inspector of buildings to control construction from the point of views of hygiene and art.

14. The confirmation of by-law No. 178, having for its object the annexation of the town of Notre Dame de Grâce bounded as follows : to the south by the Lachine road, to the west by cadastral No. 175, of the parish of Montreal, to the north by Church avenue and its extension in a straight line, and to the east of the town of Westmount.

WM. MINTO,
Secretary treasurer.

Dandurand, Brodeur & Boyer,

Attorneys for petitioner.

Westmount, 29th November, 1907.

3716

Notice is hereby given that University Club of Montreal will, at the next session of the Legislature, apply for an act amending its charter, giving it power among other things to acquire and hold real estate and the same to hypothecate, sell or transfer, to issue bonds secured on its real estate, and to do all such things as are requisite for the carrying on of a club.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Attorneys for applicants.

5th November, 1907.

3424

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to make special provision for the partition of the estate of the late John Redpath, in his lifetime of the city of Montreal, and to ratify and confirm two deeds passed before W. de M. Marler, N. P., at Montreal, on the 5th October, 1907, between Francis Robert Redpath and others, of the one part, and the said Francis Robert Redpath, Huntly Redpath Drummond and George Hyde, of the other part, and to have the said deeds declared binding on all persons having or claiming under or by reason of the will of the said late John Redpath, any interest in or to any of the property in said deeds described or referred to.

FLEET, FALCONER,
WILLIAMS & BOVEY,
Solliciteurs for applicants.

Montreal, 30th November, 1907.

3664

Public notice is hereby given by Messrs. Agésilas LePage, Wilfrid Levesque and J. A. Tremblay, merchants, of Bagotville, county of Chicoutimi, that application will be made to the Quebec Provincial Legislature, at its next session, for an act to incorporate "La Compagnie de Chemin de Fer de la Baie des Ha! Ha!", with power to build and operate a railway from some point between Jonquières and Chicoutimi, on the line of the Quebec and Lake Saint John Railway to the shores of Ha! Ha! Bay, with all other lawful powers to attain its objects.

CHOQUETTE, GALIPEAU,
& METAYER,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 8th November, 1907.

3500

Avis est par le présent donné que Joseph Ménard, Léonel Ménard et Dom. Maxwell présenteront à la prochaine session de la législature de Québec, une demande à la fin d'obtenir un bill privé pour annuler la clause portant prohibition d'aliéner, vendre ou hypothéquer une terre à eux trois donnée par acte authentique en date du 25 février 1892, par feu Joseph Maxwell.

J. H. W. RENAUD,
Procureur des requérants.
Montréal, 13 novembre 1907. 3525-5

Notice is hereby given that Joseph Ménard, Léonel Ménard and Dom. Maxwell will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to set aside the clause containing a prohibition to alienate, sell or hypothecate a lot of land given them by an authentic deed dated 25th February, 1892, by the late Joseph Maxwell.

J. H. W. RENAUD,
Solicitor for petitioners.
Montreal, 13th November, 1907. 3526

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte d'incorporation de l'Œuvre du Patronage de Saint Hyacinthe, corporation religieuse se dévouant aux œuvres de charité et de jeunesse.

C. N. HAMEL,
Procureur.
Saint Hyacinthe, 12 novembre 1907. 3671-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "L'Œuvre du Patronage de Saint Hyacinthe", a religious corporation devoted to work of charity in connection with young people.

C. N. HAMEL,
Attorney.
Saint Hyacinth, 12th November, 1907. 3672

Avis est par le présent donné que Thomas Robertson & Company, Limited, s'adresseront à la législature de la province du Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte dans le but d'augmenter son capital autorisé et étendre ses pouvoirs d'incorporation.

BROWN, MONTGOMERY
& McMICHAEL,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 29 novembre 1907. 3691-3

Notice is hereby given that Thomas Robertson & Company, Limited, will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act amending its charter for the purpose of increasing its authorized capital and extending its corporate powers.

BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
Solicitors for applicants.
Montreal, 29th November, 1907. 3692

AVIS.

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour réviser et refondre les divers actes concernant l'incorporation de la cité de Hull.

T. P. FORAN,
Procureur de la cité.
Hull, 23 novembre 1907. 3587-4

NOTICE.

Application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to revise and to consolidate the several acts concerning the incorporation of the city of Hull.

T. P. FORAN,
City solicitor.
Hull, 23rd November, 1907. 3588

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Charles E. Read, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, marchand de bois, Frederick W. Avery, de la dite cité d'Ottawa, marchand de bois, Edward J. Graham, de Saint Jovite, dans la province de Québec, marchand de bois, John B. White, de Saint-Faustin, dans la province de Québec, marchand de bois, et T. Bertram Cole, comptable, de la cité d'Ottawa, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui pourront par la suite devenir actionnaires, en une compagnie, sous le nom de "The Rouge River Hardwood and Development Company", avec le pouvoir d'acquérir, louer, posséder et disposer des limites de bois et de terrains à bois, sous telles conditions qui seront prévues, de même que toute propriété foncière dans la province de Québec et ailleurs; de faire le commerce de bois et de manuturer le bois de toutes sortes ainsi que la pulpe et le papier; de bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, conduire et vendre des moulins, manufactures et terminus, et, uniquement pour les opérations de la compagnie, et sans devenir des voituriers publics par voie ferrées ou par eau, au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir, de construire des chemins, tramways ou chemins à rails de bois, de fer ou d'acier, de n'importe quel point d'un chemin de fer public ou d'une rivière dans la province de Québec, à un autre point dans les propriétés à bois ou autres, acquises, louées ou possédées par la compagnie, ou sur lesquelles la compagnie pourra obtenir le privilège de couper des billots ou du bois, puis d'abandonner, de discontinuer ou transporter les dits chemins, tramways et chemins de fer d'un endroit à l'autre, dans les limites ci-dessus fixées; de relier les dits chemins, tramways ou chemins de fer avec des chemins de fer publics, dans le but seulement d'opérer à ces chemins de fer pu-

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, by Charles E. Read, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, lumbermerchant, Frederick W. Avery, of the said city of Ottawa, lumber merchant, Edward J. Graham, of Saint Jovite, in the province of Quebec, lumberer, John B. White, of Saint Faustin, in the province of Quebec, lumberer, and T. Bertram Cole, accountant, of the said city of Ottawa, for an act incorporating them and all others who may become shareholders, a company, under the name of "The Rouge River Hardwood and Development Company," with power to acquire, lease, hold and dispose of timber limits and timber lands, upon such conditions as shall be provided, and also other real estate in the province of Quebec and elsewhere; to carry on the business of lumbermen and manufacturers of lumber and woods goods of all kinds, and also of pulp and paper; purchase, lease or otherwise acquire, operate and dispose of mills, factories and terminals, and, for the purpose of the company, and without becoming common carriers by rail or water, and from time to time as required, to construct roads, tramways and wooden, iron and steel railroads from any point or points on any public railway or any river in the province of Quebec, to and over all timber berths and other properties acquired, leased or held by the company, or wherein the company may secure privilege of cutting logs or timber, to abandon, discontinue and move from place to place the said roads, tramways and railroads within the area aforesaid; to connect said roads, tramways and wooden, iron and steel railroads with railways that are common carriers, for the purpose only of delivering to the said common carriers the properties owned by or in the custody or possession of the company, and of receiving from said common carriers the properties

blics la livraison des produits ou propriétés qui appartiendront à la compagnie ou lui seront confiés ou qu'elle possédera, et, à son tour de recevoir des dits chemins de fer publics les effets, produits ou propriétés possédés par la dite compagnie ou qui lui seront consignés; d'acquérir, de louer, de construire, de posséder, d'opérer et de vendre des pouvoirs hydrauliques ainsi que les machines, installations, constructions, et édifices nécessaires à l'exploitation de ces pouvoirs, y compris tous droits et privilèges connexes, sur la rivière Rouge et sur ses tributaires, ainsi que sur les lacs, cours d'eau et autres qui sont ou peuvent être reliés avec la dite rivière Rouge et ses tributaires, dans le district d'Ottawa, province de Québec et ailleurs; de vendre, louer ou disposer de toute façon, et livrer aux endroits requis par le moyen de fils, poteaux et autres installations requises du pouvoir, de l'électricité, de la chaleur et tout autre pouvoir moteur, qui pourront être produits par ou sur les installations qu'aura la compagnie; de faire et construire les digues, canaux, travaux et améliorations sur la dite rivière et ses tributaires et lacs, propres à emmagasiner et à régulariser les eaux de la dite rivière, de ses tributaires et lacs, dans le but de créer ces pouvoirs hydrauliques ou moteurs et autres buts; d'acquérir, louer et conduire des bateaux ou vaisseaux en rapport avec les entreprises de la compagnie; de construire, louer ou acquérir et tenir en opération des lignes de téléphone et de télégraphe ou toute autre ligne ou installation pour la transmission de l'électricité, de la chaleur ou du pouvoir; d'acquiescer suivant le besoin, les droits de passage n'excédant pas soixante pieds en largeur, qui pourront être requis pour les dits chemins, tramways et chemins à lisses de bois, de fer ou d'acier et autres lignes ci-dessus mentionnées, et conduire les opérations des dits chemins, tramways, chemins de fer et autres avec des chevaux ou autres animaux, de même qu'avec la vapeur, l'électricité ou tout autre moyen qui pourra être trouvé expédient; d'emprunter suivant le besoin et d'émettre des parts, garanties ou débetures de telle manière ou pour telle considération qu'il sera jugé à propos; et enfin pour tous les autres pouvoirs nécessaires ou utiles à la conduite des travaux et entreprises de la compagnie.

THIBAUDEAU RINFRET,

Procureur des requérants.

Calumet, 29 novembre 1907.

3855

Avis public est, par les présentes donné que les soussignés s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé les incorporant, avec d'autres, sous le nom de "The Riverside Athletic and Sporting Club," dans le but d'acquiescer une salle et d'autres immeubles où seront données des exhibitions de tous les exercices sportifs et athlétiques, des représentations musicales, etc., et avec pouvoir de faire leurs règlements.

RAPHAEL OUMET,
P. J. PELLETIER,
ALBERT LABERGE,
F. X. D. DEGRANDPRE,
E. A. MURPHY.

3857.2

PROVINCE DE QUÉBEC.

AVIS PUBLIC.

La ville de Saint-Jean donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte d'incorporation, chapitre 71, 53 Victoria, sur les matières suivantes :

Publication des règlements; construction des bâtiments à distance de la rue; protection contre le feu pour murs extérieurs des bâtisses; pour réglementer ou défendre le port ou la distribution de placards, annonces et prospectus ou autres articles dans ou sur les rues, trottoirs et places publiques; taxes et licences sur les bouchers et étaux privés

owned or consigned to the company; to acquire, lease, build, hold, operate and dispose of water-powers, power-houses and plant and other hydraulic rights and privileges on the Rouge river, in the district of Ottawa, in the province of Quebec, and on its tributaries, and on the lakes and streams and hodies of water that can be connected with the said Rouge river and said tributaries, and elsewhere; to sell, lease and otherwise dispose of and deliver where required by wires, pole-lines and all other appliances, water-power, electricity, heat and such motive power, as can be thereby or thereon produced; to make and erect all such dams, canals, works and improvements on said river and on said tributaries and lakes, as may be considered proper for storing and regulating the waters of the said river, tributaries and lakes and the flow thereof, for power, hydraulic, driving and other purposes; to acquire, hire and operate steamboats and vessels in connection with the enterprises of the company; to build, lease or otherwise acquire and maintain and operate telephone and telegraph lines and also pole and other lines and appliances for the transmission of electricity, heat and power; to expropriate from time to time such rights of way and passages not exceeding sixty feet in width, as may be required for said roads, tramways, wooden, iron and steel railroads and lines aforesaid; to carry on operations on its said roads, tramways, wooden iron and steel railroads, and to operate the same, with horses and other animals, and with steam and electricity, and with such other means and appliances as may be thought expedient; to borrow as required and to issue stocks, securities and debentures in such manner and for such consideration as may be deemed expedient, together with all other powers necessary or useful for carrying out the works and enterprises of the company.

THIBAUDEAU RINFRET,

Solicitor for applicants.

Calumet, 29th November, 1907.

3856

Public notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for a private bill incorporating him, with others, under the name of "The Riverside Athletic and Sporting Club," for the purpose of acquiring a room and other immovable properties, wherein exhibitions of sports and athletic exercises, musical entertainments, &c., may be given with power to make by-laws.

RAPHAEL OUMET,
P. J. PELLETIER,
ALBERT LABERGE,
F. X. D. DEGRANDPRE,
E. A. MURPHY.

3858

PROVINCE OF QUEBEC.

PUBLIC NOTICE.

The town of Saint John gives notice that it will apply to the Legislature of the province of Québec, at the next session for the purpose of obtaining amendments to its act of incorporation, chapter 71, 53 Victoria, respecting the following matters :

Publication of by-laws; distance from the street in construction of buildings; protection against fire by exterior building walls; to regulate or forbid the carrying or distribution of placards, announcements, prospectuses and other articles in or on the streets and thoroughfares and other public places; taxes and licenses to butchers and butchers' private stalls;

des bouchers ; taxes sur les boulangers, sur les buanderies ; pour permis ou licences sur hôteliers, aubergistes ou autres personnes débitant des boissons enivrantes ; confection de rôles d'évaluation ; taxes d'affaires sur professions ; licences sur les chiens ; pour inspecter et régler les laiteries et pour octroyer et imposer des licences aux laitiers, aux marchands de beurre, de fromage, aux embouteilleurs de bière ; taxes sur les non-résidents ; licences et taxes d'affaires ; emprunts pour travaux permanents ; répartition du coût des égouts ; taxes sur les immeubles et fonds de marchandises, et pour établir et faire le recensement dans la dite ville.

(Signé) P. A. CHASSE,

Procureur de la requérante.

(Signé) J. A. RAYMOND,

Secrétaire-trésorier.

Saint-Jean, P. Q., 14 décembre 1907. 3831.2

Avis public est par les présentes donné que MM. les abbés Paul-Eugène Roy, de la paroisse du Sacré Cœur de Jésus, près Québec, Joseph Hallé, de la ville de Lévis, Charles Gagné, de la paroisse de Notre-Dame de Québec, tous trois prêtres de l'église catholique, MM. F. X. Garneau, marchand, Nazaire Fortier, industriel, Cyrille Tessier, notaire, Charles Grenier, notaire, Adjutor Rivard, avocat, Onésime Pouliot, marchand, Jules Dorion, journaliste, tous de la cité de Québec, Charles Narcisse Hamel, avocat, de la paroisse de Charlesbourg, et Charles-Joseph Magnan, professeur, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant, eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux, en une corporation, sous le nom de "L'Action Sociale Catholique", dont le siège principal sera en la cité de Québec.

La corporation a pour objet de travailler à la réalisation du progrès social catholique, et, pour cela, d'unir dans un effort commun les esprits et les volontés, de grouper les œuvres sociales catholiques déjà existantes et d'en créer de nouvelles, de susciter et d'encourager les œuvres de propagande, d'étude, de conférences, de congrès et d'associations aptes à développer le sens de la vie catholique, de favoriser la diffusion d'une bonne et saine littérature.

Ses moyens d'action seront l'établissement, l'organisation et l'orientation d'associations d'ordre religieux, économique ou social ; les œuvres de presse et de librairie.

La dite corporation demandera certains pouvoirs, entr'autres, ceux d'ester en justice de la même manière que toute personne peut le faire ;

Recevoir, acquérir et posséder, par tout titre légal, achat, location, donation, testament, legs ou autrement, des propriétés mobilières et immobilières ; en retirer des revenus ; les louer, hypothéquer, vendre, échanger, céder, aliéner, ou autrement en disposer, à quelque titre légal que ce soit ; emprunter et contracter des obligations financières ; pourvu que la valeur annuelle nette des immeubles possédés à la fois par la corporation n'excede pas dix mille piastres ;

Percevoir de ses membres des contributions et des cotisations annuelles ;

Exercer l'industrie et le commerce de la librairie, de l'imprimerie, de la reliure, de la gravure et de la lithographie ;

Éditer, imprimer, publier, vendre et distribuer des livres, brochures, revues, journaux, mémoires, bulletins, périodiques et autres publications ;

Faire des règlements concernant la régie et l'administration des affaires de la corporation ; et, en général, exercer tous les droits qui appartiennent aux corporations civiles et commerciales ordinaires, et ceux qui peuvent aider la corporation à atteindre son but et servir à la mise en œuvre de ses moyens d'action ou à l'exécution de son entreprise.

CHS. GRENIER, N. P.,

Procureur des requérants.

Québec, 12 décembre 1907. 3869.2

taxes on bakers, taxes on laundries ; to permit or license hotel keepers, innkeeper or other persons to retail intoxicating liquors ; preparation of valuation rolls ; taxes on profession ; dog licenses ; inspecting and regulating dairies and granting or imposing licenses on milkmen butter and cheese merchants ; taxes on beer buttlers ; taxes on non-residents, licenses and taxes on business ; loans for permanent works ; partition of the cost of drains ; taxes on immovables and stocks of merchandise and for the establishing and taking the census of the said town.

(Signed) P. A. CHASSE,

Attorney for petitioners.

(Signed) J. A. RAYMOND,

Secretary treasurer.

Saint John, P. Q., 14th December, 1907. 3832

Public notice is hereby given that abbés Paul Eugène Roy, of the parish of Sacré Cœur de Jésus, near Quebec, Joseph Hallé, of the town of Lévis, Charles Gagné, of the parish of Notre Dame de Québec, all three priests of the Catholic church ; Messrs F. X. Garneau, merchant, Nazaire Fortier, manufacturer, Cyrille Tessier, notary, Charles Grenier, notary, Adjutor Rivard, advocate, Onésime Pouliot, merchant, Jules Dorion, journalist, all of the city of Quebec, Charles Narcisse Hamel, advocate, of the parish of Charlesbourg and Charles Joseph Magnan, professor, of the parish of Saint Jean Baptiste de Québec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next sitting for an act to incorporate them, and those who may associate themselves with them, under the name of "L'Action Sociale Catholique", the chief place of business to be in the city of Quebec.

The object of the corporation is to labour for the promotion of Catholic social progress and to that end to unite minds and wills in a common effort, to group together the Catholic social works already in existence and to create new ones ; to raise up and encourage works in connection with propagandism, studies, conferences, congresses and associations calculated to foster the sense of Catholic life, to promote the diffusion of good and sound literature.

Its means of action shall be the establishment, organization and direction of associations of a religious, economical or social order and undertakings connected with printing and book selling.

The corporation will apply for certain powers, amongst others, to appear before the courts in the same manner as any person may do ;

To receive, acquire and hold moveable or immoveable property under any legal title, by purchase, lease, gift, will, legacy or otherwise ; to collect the revenue therefrom ; to lease, hypothecate, sell, exchange, transfer, alienate or otherwise dispose of the same by any legal title whatsoever, to borrow and contract financial obligations, provided the net annual value of the immoveables held at any one time by the corporation shall not exceed ten thousand dollars ;

To collect annual subscriptions and assessments from its members ;

To carry on the business and industry of book selling, printing, binding, engraving and lithography ;

To edit, print, publish, sell and distribute books, pamphlets, magazines, newspapers, memoranda, bulletins, periodicals and other publications ;

To make by-laws respecting the management and administration of the corporation's affairs ; and generally to exercise all rights pertaining to ordinary civil and commercial corporations and such as may aid the corporation to attain its object and serve to carry out its means of action or its undertaking.

CHS. GRENIER, N. P.,

Attorney for petitioners.

Quebec, 12th December, 1907. 3870

Avis est par les présentes donné que Mgr Olivier-E. Mathieu, protonotaire apostolique, C. M. G., sir François Langelier, juge en chef suppléant de la cour supérieure, Mgr Louis-Adolphe Paquet, protonotaire apostolique, docteur en théologie, Mgr Joseph-Clovis-K. Laflamme, protonotaire apostolique, docteur en théologie, Mgr François Faguy, A. B., l'honorable H.-Cyrias Pelletier, juge de la cour supérieure, Laurent Catellier, M. D., l'honorable Edmund J. Flynn, avocat, C. R., LL. D., l'honorable Charles Langelier, avocat, C. R., LL. D., Isidore Belleau, avocat, C. R., LL. D., Jean-A. Charlebois, notaire, LL. D., l'abbé Amédée Gosselin, M. A., Louis-Philippe Sirois, notaire, LL. D., Joseph-Evariste Prince, avocat, LL. D., E.-T. Arthur Simard, M. D., et Adjutor Rivard, avocat, B. A., LL. B., tous de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux, en une société, sous le nom de "L'Association des Anciens Elèves et Gradués de l'Université Laval à Québec," avec son bureau principal en la cité de Québec. La dite association a pour objet de resserrer les liens de confraternité qui unissent les anciens élèves de l'Université Laval à cette institution; de leur procurer les moyens de travailler efficacement à l'œuvre du "Syndicat Financier de l'Université Laval à Québec," à cette fin d'autoriser la dite association à percevoir et administrer des cotisations, contributions, dons, legs ou autres biens que ce soit, d'acquiescer autrement par conventions, obligations ou contrats, et en disposer aux mêmes fins; de faire des règlements concernant l'admission de ses membres et en général la régie et l'administration des affaires de l'association.

J. E. PRINCE,

Procureur des requérants.

Québec, 5 décembre 1907.

3743-3

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "The First Prince of Wales Fusiliers Armoury Association", dans le but de posséder et maintenir un arsenal régimentaire et pour autres fins régimentaires et militaires, avec pouvoir de posséder des immeubles et tels autres pouvoirs nécessaires ou en rapport à l'entreprise.

McGIBBON, GASGRAIN,
MITCHELL & SURVEYER,

Solliciteurs des requérants.

Montreal, 10 décembre 1907.

3795.2

Avis Divers

Avis est par le présent donné que le conseil de la municipalité de la ville de Coaticook :

Que le dit conseil abandonnera sa présente charte et que la dite municipalité sera érigée en ville en vertu de la loi concernant les cités et villes de 1903, et dans ce but s'adressera pour l'émission des lettres patentes, pour l'érection de son territoire en une municipalité de ville, en vertu des dispositions de la dite loi concernant les cités et villes de 1903.

Que le nom de la dite ville sera la même que maintenant, la ville de Coaticook.

Que les limites de la municipalité seront les mêmes que maintenant, lots 25, 26, 27 et 28, dans les premier, deuxième et troisième rangs et la moitié nord des mêmes lot, dans le quatrième rang du canton de Barnston, conformément à l'arpentage original du dit canton, le dit territoire étant borné au nord par le canton de Compton, à l'est par le canton de Barford, et au sud et à l'ouest par la

Notice is hereby given that Mgr. Olivier-E. Mathieu, apostolical prothonotary, C. M. G., Sir François Langelier, acting chief justice of the superior court, Mgr. Louis-Adolphe Paquet, apostolical prothonotary, doctor in theology, Mgr. Joseph Clovis-K. Laflamme, apostolical prothonotary, doctor in theology, Mgr. François Faguy, A. B., Honorable H.-Cyrias Pelletier, judge of the superior court, Laurent Catellier, M. D., Honorable Edmund J. Flynn, advocate, K. C., LL. D., l'honorable Charles Langelier, advocate, K. C., LL. D., Isidore Belleau, advocate, K. C., LL. D., Jean-A. Charlebois, N. P., LL. D., Revd. Amédée Gosselin, M. A., Louis-Philippe Sirois, N. P., LL. D., Joseph-Evariste Prince, advocate, LL. D., E.-T. Arthur Simard, M. D. and Adjutor Rivard, advocaté, B. A., LL. B., all of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate, them and such persons as may associate themselves with them, in a company under the name of "The Association of the Past-Students and Graduates of Laval University at Quebec", with its chief place of business in the city of Quebec". The object of the association is to draw closer the ties of fellowship which unite the past-students of Laval University to this institution; to give them the means of forwarding efficaciously the work of "The Financial Syndicate of Laval University at Quebec", and for that purpose, authorize the association to receive and administer assessments, contributions, donations, legacies and other assets whatsoever, to acquire otherwise by agreement, by bond or by contract, and to dispose of the same for the said purposes; to make by-laws concerning the admission of its members and in general for the administration and government of the corporation.

J. E. PRINCE,

Attorney for applicants.

Quebec, 5th December, 1907.

3744

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the incorporation of the First Prince of Wales Fusiliers Armoury Association, for the purpose of owning and maintaining a regimental armoury and for other regimental and military purposes, with power to hold real estate and such other powers as may be necessary or incidental to the undertaking.

McGIBBON, GASGRAIN,
MITCHELL & SURVEYER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 10th December, 1907.

3796

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given by the council of the municipality of the town of Coaticook :

That the said council will abandon its present charter and be erected into a town under the Cities and Towns Act, 1903, and to that end will apply for the issue of letters patent for the erection of its territory into a town, municipality in virtue of the provisions of the said Cities and Towns Act, 1903.

That the name of said town will be as it now is, the town of Coaticook.

That the limits of the municipality will be as they now are, lots 25, 26, 27 and 28, in the first, second and third ranges, and the north half of the same lots, in the fourth range of the township of Barnston, according to the original survey of said township, the said territory being bounded on the north by township of Compton, on the east by the township of Barford, and on the south and west by

municipalité du canton de Barnston, tel que constitué maintenant.

Que le chiffre de la population tel qu'établi par le recensement ordonné par le conseil est de 3004.

Daté dans la dite ville de Coaticook, ce vingtième jour de décembre 1907.

3945

W. L. SHURTLEFF,
Solliciteur des requérants.

REGLEMENT No IV.

DIRECTEURS.

Les affaires de la compagnie seront conduites par un bureau de neuf directeurs, élus à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, qui seront maintenus en office jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Chaque directeur devra posséder cinq actions de stock.

Je, soussigné, secrétaire de "The Eastern Townships Dairy Produce Company", certifie par le présent, que le susdit avis est une vraie copie du règlement No IV, de "The Eastern Townships Dairy Produce Company", dûment approuvée par un vote de plus des deux tiers en valeur du stock représenté par les actionnaires présents à une assemblée spéciale dûment convoquée pour prendre le règlement en considération, tenue à Ayer's Cliff, le vingt-cinquième jour de novembre 1907.

3947

T. B. HALL,
Secrétaire.

EASTERN TOWNSHIPS DAIRY PRODUCE COMPANY,

Canada,

Province de Québec,
District de Saint-François, }

"The Eastern Townships Dairy Produce Company", corps politique et incorporé, a été dûment incorporé par lettres patentes de la province de Québec, octroyées le douzième jour de novembre 1907.

Son principal bureau et sa principale place d'affaires sont à Ayer's Cliff, dans le canton de Hatley, dans le district de Saint-François.

En foi de quoi, cette déclaration, en duplicata, est faite et signée par le soussigné, le président de cette compagnie, à Ayer's Cliff susdit, ce seizième jour de décembre 1907.

3897

A. E. FISH,
Président.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Province de Québec, }
District de Bedford. }

Liste des candidats pour l'admission à l'étude de la profession légale.

Lional Arthur Leonard, du village de Sweetsburg, district de Bedford, 19 ans, étudiant en loi, se présentera aux prochains examens, qui auront lieu à Montréal, le 14 janvier 1908, pour admission à l'étude de la profession légale, pour les lettres, la moitié du dit examen seulement.

M. Leonard a étudié durant les cinq dernières années à l'Université d'Ottawa où il a terminé sa deuxième année dans le cours des arts de cette institution, et est engagé maintenant dans le bureau légal de MM. Lamoureux & Leonard, à Sweetsburg, district de Bedford, en sa qualité de teneur de livres et de sténographe.

3883

W. H. LYNCH,
Secrétaire du Barreau de Bedford.

the municipality [of the township of Barnston, as now constituted.

That the number of the population as established by the census ordered by the council is 3004.

Dated at said town of Coaticook, this twentieth day of December, 1907.

3946

W. L. SHURTLEFF,
Solicitor for applicants

BY-LAW No. IV.

DIRECTORS.

The affairs of the company shall be managed by a board of nine directors, elected at the general annual meeting of the shareholders, who shall be entitled to retain office until the next general annual meeting of shareholders, or until their successors are elected. Each director must own five shares to stock.

I, the undersigned, secretary of the "Eastern Townships Dairy Produce Company", hereby certify that the above is a true copy of by-law No. IV, of the "Eastern Townships Dairy Produce Company", duly approved by a vote of upwards of two-thirds in value of the stock represented by the shareholders present at a special meeting duly called for considering the by-law, held at Ayer's Cliff, on the twenty-fifth day of November, 1907.

3948

T. B. HALL,
Secretary.

EASTERN TOWNSHIPS DAIRY PRODUCE COMPANY,

Canada,

Province of Quebec,
District of Saint Francis. }

The "Eastern Townships Dairy Produce Company", a body corporate and politic, was duly incorporated by letters patent of the province of Quebec, granted on the twelfth day of November, 1907.

Its chief office and principal place of business is at Ayer's Cliff, in the township of Hatley, in the district of Saint Francis.

In testimony whereof, this declaration, in duplicata, is made and signed by the undersigned, the president of this company, at Ayer's Cliff aforesaid, this sixteenth day of December, 1907.

3898

A. E. FISH,
President.

BAR PROVINCE OF QUEBEC.

Province of Quebec, }
District of Bedford. }

List of candidates for admission to study law.

Lional Arthur Leonard, of the village of Sweetsburg, district of Bedford, age 19, law student, will present himself at the coming examinations, to be held at Montreal, on the 14th of January, 1908, for admission to study law, for the letters, half of said examination only.

Mr. Leonard has been studying for the past five years at the University of Ottawa, where he has completed his second year in the arts course of that institution, and is now engaged in the law office of Messrs. Lamoureux & Leonard, at Sweetsburg, district of Bedford, in the capacity of book-keeper and stenographer.

3884

W. H. LYNCH,
Secretary Bar of Bedford.

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 14 janvier 1908.—Examinations of the 14th January, 1908.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Residence.	Collège.
1	Bélangier.....	J. A	23	Montréal.....	Séminaire de Joliette, Cours de M. de Boissieu.
2	Burnett.....	R	20	do	Montreal High School, Cours de Boissieu, etc., etc.
3	Eliasoph.....	Solom.....	21	do	High School Quebec, Professor J. G. Hunter.
4	Goldenberg....	B	18	do	Mr. J. G. Hunter's School.
5	Goodstone....	G. A	20	do	Lemberg, Galicie, Autriche.
6	Gréthé.....	A. P	21	do	Collège de Saint-Laurent.
7	Leblanc.....	R	24	do	Collèges de Montréal et Sainte-Marie.
8	Mathieu.....	L. J. A.....	21	do	Collège Sainte-Marie.
9	Montle.....	J. M.....	25	do	Bedford Academy, Stanstead College, Cours de Boissieu.
10	Nicholson.....	D. N.....	19	do	Public and High Schools, Sparta Greece and J. G. Hunter's School, Montreal.
11	Picard.....	E	21	do	Collège Saint-Laurent et Cours Leblond de Brumath.
12	Renaud.....	Armand.....	21	do	Collèges de Joliette et Sainte-Marie, Cours de Kerméno et de Boissieu.
13	Saint Pierre...	A. A.....	22	do	Mont Saint-Louis et Cours Leblond de Brumath.
14	Shaughnessey..	Wm. J.....	24	do	McGill University, Trinity College, College Cambridge, Eng., Laval University and Mr. de Boissieu.
15	Tulk	A. E.	29	do	Hamilton High School, McGill University and Mr. de Boissieu.

J. A. U. FRUANEAU,

Secrétaire du barreau de Montréal.—Secretary of the bar of Montreal.
Montréal, 14 décembre 1907.—Montreal, 14th December, 1907. 3939-44

PROVINCE DE QUÉBEC.—PROVINCE OF QUEBEC.

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

Liste des candidats pour l'admission à l'étude de la profession légale à l'examen qui aura lieu le 14e jour de janvier 1908.—List of students for admission to study law at the examination to be held on the 14th day of January, 1908.

Nom—Name.	Prénom—Surname.	Résidence.	Age.	Ecoles et Collèges. — Schools and Colleges.
Charles Joseph.	Sylvestre.	Canton de—Township of Ham.	21 ans—yrs.	St-Charles Borromée—Sémin. de—of Sherbrooke—Collège St-Laurent, dans le district de Montréal—in the district of Montreal.

CHAS. D. WHITE,

Secrétaire du Barreau de Saint-François—Secretary Bar of Saint Francis.
—Sherbrooke, 13 décembre—13th December, 1907. 3879-80

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Québec.—Section of Quebec.

Candidats à l'étude du Droit.—Candidates for the study of Law.

Examen de janvier 1908.—Examination of January, 1908.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Co lèges.
Gagnon.....	Paul-Emile.....	21 ans—years..	Matane.....	Rimouski et Saint-Dunstans. /
LeBlanc.....	Wilfrid R.....	24 " " ..	Kamouraska..	Sainte-Anne.....
Power.....	Charles.....	19 " " ..	Québec.....	Loyola College.
Rouillard....	Léon.....	23 " " ..	do.....	Chicoutimi et Québec.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary Quebec Bar.

3937-38

Quebec, 14 décembre.—14th December, 1970.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1770.

Dame Edessia O'borne, épouse commune en biens de Albert F. Gauvreau, manufacturier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre ce dernier.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.

Mentréal, 16 décembre 1907. 3941

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Alice Dalpé, épouse de Louis Joseph Papi-
neau, hôtelier, du village de Chambly Bassin, dis-
trict de Montréal, a institué, ce jour, une action en
séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 17 décembre 1907. 3905

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 746.

Marie Vitaline St Pierre, épouse de Charles La-
belle, marchand, de Montréal, a, le 21 novembre
1907, institué une action en séparation de biens
contre son mari.

JODOIN & RENAUD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 décembre 1907. 3919

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 344.

Dame Odile Charbonneau, épouse de Henri Leduc,
sr, de la paroisse de Sainte-Adele, rentier,
dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Henri Leduc, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 9^e jour de décembre 1907.

WEIR, MACALISTER & COTTON,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 14 décembre 1907. 3887

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
No 3890.

Dame Eugénie Lapointe, épouse de Joseph Têtu,
marchand, de Saint-Rose du Dégelé, a, le 17 décem-
bre 1907, intenté une action en séparation de biens
contre son mari.

E. H. CIMON,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 17 décembre 1907. 3923

Province of Quebec, {
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1770.

Dame Edessia O'borne, wife common as to prop-
erty of Albert F. Gauvreau, manufacturer, of the
city and district of Montreal, and duly authorized
à ester en justice, has, this day, instituted against
her husband an action for separation as to property.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th December, 1907. 3942

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Alice Dalpé, wife of Louis Joseph Papi-
neau, hotel-keeper, of the village of Chambly Bassin, in the district of
Montreal, has, this day, instituted an
action for separation of property against her said
husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 17th December, 1907. 3906

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 746.

Marie Vitaline St Pierre, wife of Charles La-
belle, merchant, of Montreal, has, the 21st of
November, 1907, instituted an action for separation
as to property against her husband.

JODOIN & RENAUD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th December, 1907. 3920

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 344.

Dame Odile Charbonneau, wife of Henri Leduc,
sr., of the parish of Sainte Adele, rentier, duly
authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Henri Leduc, Défendeur.

An action for separation of property was insti-
tuted in this case, on the ninth day of December, 1907.

WEIR, MACALISTER & COTTON,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th December, 1907. 3888

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court*
No. 3890.

Dame Eugénie Lapointe, wife of Joseph Têtu,
marchant, of Saint Rose du Dégelé, has, on the
17th of December, 1907, taken out a suit against
her husband for separation as to property.

E. H. CIMON,

Attorney for Plaintiff.

Fraserville, 17th December, 1907. 3924

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame A. Isaacs, Demanderesse ;
 vs
 M. Bendler, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
 JACOBS & GARNEAU,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 2 décembre 1907. 3711-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans Célanire Murray, épouse de Frank Lespérance,
 conducteur de tramway, des cité et district de Montréal,
 a institué, ce jour, une action en séparation de biens
 contre son dit époux.
 G. A. MARSAN,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 3 décembre 1907. 3731-2

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 2329.
 Dame Léa Desrochers, de Lévis, épouse de Adélar
 Monier, machiniste, de Lévis, dûment autorisée à
 ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Adélar Monier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le dix-neuvième jour de novembre
 1907.
 FRANCŒUR & VIEN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 19 novembre 1907. 3555-2

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
 No. 290.
 Dame Rose Délina Carignant, épouse de Napoléon
 Gosselin, hôtelier, de la ville d'Arthabaska,
 dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Napoléon Gosselin, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 20e jour de novembre 1907.
 WALSH & POISSON,
 Procureurs de la demanderesse
 Arthabaska, P. Q., 20 novembre 1907. 3559 5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1566.
 Dame Eulalie Bigras, épouse de Stanislas Jeannot
alias Juneau, journalier, de Montréal, district
 susdit, dûment autorisée en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Stanislas Jeannot *alias* Juneau, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée en cette cause.
 J. F. DUBREUIL,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 5 décembre 1907. 3817 2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 3496.
 Dame Elise Thuau, épouse commune en biens de
 Gaston DeWerthemer, marchand et importateur,
 tous deux des cité et district de Montréal, et
 dûment autorisée à ester en justice par cette cour.
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Gaston DeWerthemer, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée
 en cette cour, le septième jour de décembre 1907.
 ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 9 décembre 1907. 3781 2

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame A. Isaacs, Plaintiff ;
 vs
 M. Bendler, Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been instituted by plaintiff against defendant.
 JACOBS & GARNEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 2nd December, 1907. 3712

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Célanire Murray, wife of Frank Lespérance,
 tramway conductor, of Montreal, has instituted,
 this day, an action for separation as to property
 from her said husband.
 G. A. MARSAN,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 3rd December, 1907. 3732

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 2329.
 Dame Léa Desrochers, of Lévis, wife of Adélar
 Monier, machinist, of Lévis, duly authorized to
 appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs
 The said Adélar Monier, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the nineteenth day of
 November, 1907.
 FRANCŒUR & VIEN,
 Attorneys for plaintiff.
 Quebec, 19th November, 1907. 3556

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 290.
 Dame Rose Delima Carignant, wife of Napoléon
 Gosselin, hotel-keeper, of the town of Arthabaska,
 duly authorized to sue in justice, Plaintiff ;

vs
 The said Napoléon Gosselin, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, the 20th day of November,
 1907.
 WALSH & POISSON,
 Attorneys for plaintiff.
 Arthabaska, P. Q., 20th November, 1907. 3560

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1566.
 Dame Eulalie Bigras, wife of Stanislas Jeannot
alias Juneau, of Montreal, said district, laborer,
 duly authorized to prosecute, Plaintiff ;

vs
 The said Stanislas Jeannot *alias* Juneau, Defendant.
 An action for separation as to property has been,
 this day, instituted in this cause.
 J. F. DUBREUIL,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 5th December, 1907. 3818

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No 3496.
 Dame Elise Thuau, wife common as to property of
 Gaston DeWerthemer, merchant importer, both
 of the city and district of Montreal, duly author-
 ized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
 The said Gaston DeWerthemer, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this court, on the seventh day of De-
 cember, 1907.
 ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 9th December, 1907. 3782

Une action en séparation de biens a été intentée le 5 novembre 1907, par Dame Marie-Louise Forget, épouse de François-Xavier Poirier, journalier, du canton Wolfe, district de Terrebonne, contre son dit mari, sous le numéro 322, des dossiers de la cour supérieure du district de Terrebonne.

NANTEL & ROCHON,

Avocats de la Demanderesse.
Sainte-Scholastique, 25 novembre 1907.

3603.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3380.

Dame Louisa Haimovitch, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Osiat Kalmanovitch *alias* Colman, peintre, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué contre son dit mari une action en séparation de biens.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 décembre 1907.

3733.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1402.

Dame Clara Pharand, épouse de Wilfrid Langevin, entrepreneur, tous les deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;

vs

Wilfrid Langevin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28^e jour de novembre 1907.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 novembre 1907.

3675-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure
No 3389.

Dame Rosa Prud'homme, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de David Clermont, entrepreneur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens d'avec son dit époux.

CHARLEMAGNE RODIER,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 24 octobre 1907.

3689-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 895.

Dame Hosanna Ouellette, de Montréal, épouse de Emile Marie Van Bogaert, entrepreneur, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Emile Marie Van Bogaert, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 2 décembre 1907.

3701-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1426.

Dame Glora Page, de Montréal, épouse de Joseph Arthur Louis Léonard, agent, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Arthur Louis Léonard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20 novembre 1907.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 21 novembre 1907.

3733-3

An action for separation as to property has been instituted on the 5th November, 1907, by Dame Marie Louise Forget, wife of François Xavier Poirier, laborer, of the township of Wolfe, district of Terrebonne, against her said husband, under the number 322, of the records of the superior court for the district of Terrebonne.

NANTEL & ROCHON,

Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 25th November, 1907.

3604

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 3380.

Dame Louisa Haimovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Osiat Kalmanovitch *alias* Colman, painter, of the same place, duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 6th December, 1907.

3784

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1402.

Dame Clara Pharand, wife of Wilfrid Langevin, contractor, both of the city and district of Montreal, duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs

Wilfrid Langevin, Defendant.

A suit for separation as to property has been instituted in this cause, on the 28th November, 1907.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th November, 1907.

3676

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3389.

Dame Rosa Prud'homme, of the city and district of Montreal, wife common as to property of David Clermont, contractor, of the same place, has, this day, taken out an action for separation as to property from her said husband.

CHARLEMAGNE RODIER,

Attorney for plaintiff.
Montreal, 24th October 1907.

3690

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 895.

Dame Hosanna Ouellette, of Montreal, wife of Emile Marie Van Bogaert, contractor, of Montreal, duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs

Emile Marie Van Bogaert, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, instituted in this cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd December, 1907.

3702

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1426.

Dame Glora Page, of Montreal, wife of Joseph Arthur Louis Léonard, agent, of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Arthur Louis Léonard, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 20th of November, 1907.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 21st November, 1907.

3734

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 3552.

Dame Demerise Lebreux, épouse de Azarias Rioux, mécanicien, tous deux de la paroisse de Saint-Moise, district de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, a, le 23 août 1907, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

FISSET & TESSIER,

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 25 novembre 1907. 3591-4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 244.

Dame Ella McAllister, épouse commune en biens de Walter S. Morgan, mécanicien, de la ville de Coaticooke, district de Saint-François, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

ST PIERRE & VERRET,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 8 novembre 1907. 3589.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 859.

Dame Aimée Meloche, épouse d'Alphonse Desjardins, entrepreneur plâtrier, de la ville de Delorimier, district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

J. B. DOUTRE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 22 novembre 1907. 3597.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3031.

Dame M. Louise Archambault, épouse commune en biens de Philippe Allard, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, la dite femme Archambault dûment autorisée,

Demanderesse ;

vs

Philippe Allard, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 15 novembre 1907. 3599-4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 60.

Marie Hélène Nadeau, épouse commune en biens de Joseph Elzéar Collin, plombier, tous deux de Québec,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Elzéar Collin, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

F. O. DROUIN,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 28 novembre 1907. 3669.4

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 289.

Dame Valérie, épouse commune en biens de David Paradis, cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire, district de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs

Le dit David Paradis, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11 novembre 1907.

FRANCŒUR & GENDRON,

Procureurs de la demanderesse.

Montmagny, 20 novembre 1907. 3551-5

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 3552.

Dame Demerise Lebreux, wife of Azarias Rioux, machinist, both of the parish of Saint-Moise, district of Rimouski, duly authorized by the court, has, on 23rd August, 1907, taken a suit against her husband for separation as to property.

FISSET & TESSIER,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 25th November, 1907. 3592

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court*
No. 244.

Dame Ella McAllister, wife common as to property of Walter S. Morgan, of the town of Coaticooke, district of Saint Francis, mechanic, has, this day, taken an action for separation of property against her said husband.

ST PIERRE & VERRET,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 8th November, 1907. 3590

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 859.

Dame Aimée Meloche, wife of Alphonse Desjardins, plasterer, of the town of Delorimier, district of Montreal, has, this day, instituted against her husband an action for separation as to property.

J. B. DOUTRE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd November, 1907. 3598

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3031.

Dame M. Louise Archambault, wife common as to property of Philippe Allard, contractor, both of the city and district of Montreal, the said woman Archambault duly authorized,

Plaintiff ;

vs

Philippe Allard, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day.

DORAIS DORAIS & BESSETTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th November, 1907. 3600

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 60.

Marie Hélène Nadeau, wife common as to property with Joseph Elzéar Collin, plumber, both of Québec,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Elzéar Collin, Defendant.
The plaintiff has instituted, this day, an action for separation as to property against the defendant.

F. O. DROUIN,

Attorney for plaintiff.

Québec, 28th November, 1907. 3670

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 289

Dame Valérie, wife common as to property of David Paradis, farmer, of the parish of Notre Dame du Rosaire, district of Montmagny, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said David Paradis, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 11th November, 1907.

FRANCŒUR & GENDRON,

Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 20th November, 1907. 3552

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 356.

Dame Emma Vermette, épouse de François Toupin,
 ci-devant marchand, de la paroisse de Saint-Justin,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs

Le dit François Toupin, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, en cette cause.

BLONDIN & DESY,
 Procureurs de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 30 novembre 1907. 3867.2

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 356.

Dame Emma Vermette, wife of François Toupin,
 formerly a merchant, of the parish of Saint Justin,
 duly authorized to appear before the courts,
 Plaintiff ;

vs

The said François Toupin, Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been taken out in this cause.

BLONDIN & DESY,
 Attorneys for plaintiff.
 Three Rivers, 30th November, 1907. 3868

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re A. F. Gauvreau, Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné que le dit failli a
 fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour
 le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire
 de Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
 Député gardien provisoire.
 Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 12 décembre 1907. 3873

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re A. F. Gauvreau, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that the said insolvent
 has, this day, made, in the prothonotary's office, in
 Montreal, a judicial abandonment of this property
 for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
 Deputy provisional guardian.
 Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James street.
 Montreal, 12th December, 1907. 3874

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re l'affaire de Dominion Dry Goods Co., Montréal,
 Faillie.
 Avis est par le présent donné que, le 13e jour de
 décembre 1907, nous avons été nommés curateurs
 conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 la dite faillie, sont requises de la produire, dûment
 attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.
 ARTHUR W. WILKS,
 J. W. MICHAUD,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 13 décembre 1907. 3871

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Dominion Dry Goods Co., Montréal,
 Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 13th day of
 December, 1907, we were appointed joint curators
 to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent,
 are requested to file same, duly attested under
 oath, within 30 days from this date.
 ARTHUR W. WILKS,
 J. W. MICHAUD,
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James street.
 Montreal, 13th December, 1907. 3872

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Oscar Daoust, Failli.
 Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal,
 ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-
 nommé par l'honorable juge Davidson, le 17e jour
 de décembre 1907.

Les créanciers du dit failli sont requis de pro-
 duire leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne l'ont
 pas encore fait), No 15, rue Saint-Jacques, Mont-
 réal, dans les trente jours de la date du présent avis.
 F. X. BILODEAU,
 Curateur.

Montréal, 17 décembre 1907. 3911

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Oscar Daoust, Insolvent.
 I, the undersigned, accountant, of the city of
 Montreal, have been duly appointed curator to above
 named insolvent estate by Honorable judge David-
 son, on the 17th day of December, 1907.

Creditors of said insolvent are requested to pro-
 duce their claims at my office, (if they have not
 already done so) No. 15, Saint James street, within
 thirty days from date of present notice.
 F. X. BILODEAU,
 Curator.

Montreal, 17th December, 1907. 3912

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Gravel & Duhamel, Montréal, Insolubles.
 Un 1er dividende a été préparé et sera payable à
 notre bureau, le ou après le 7 janvier 1908.

Toute contestation de tel dividende doit être
 déposée entre nos mains avant la date ci-haut men-
 tionnée.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 21 décembre 1907. 3895

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Gravel & Duhamel, Montreal, Insolvents.
 A 1st dividend has been prepared and will be
 payable at our office, on or after 7th January, 1908.

Any contestation of such dividend must be depo-
 sited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 21st December, 1907. 3896

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re G. de Werthemer, marchand, Insolvable.
 Avis est donné que, le 13e jour de décembre 1907, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.
 Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
 Montréal, 13 décembre 1907. 3875

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
In re Etienne Avon, fils, Failli.
 Avis est par les présentes donné que, le 16e jour de décembre 1907, par ordonnance de l'honorable juge H. C. St. Pierre, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers, s'ils ne l'ont pas encore fait, sont requis de produire, entre mes mains, dans un délai de trente jours, leurs réclamations, attestées sous serment.

R. S. JORON,
 Curateur.

Salaberry de Valleyfield, 17 décembre 1907.
 3917

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Crescent Hat Works Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 18e jour de décembre 1907, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 18 décembre 1907. 3929

Province de Québec, }
 District de Beauce. }
In re H. A. LaRue, Beauceville, Failli.
 Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 janvier 1908, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau, à Beauceville.

P. ANGERS,
 Curateur.

Beauceville, 19 décembre 1907. 3935

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Ludger Naud, entrepreneur général, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 janvier 1908, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

Edifice de la New-York Life,
 11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 18 décembre 1907. 3951

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Narcisse Beaudreau, entrepreneur, de Beauharnois, Failli.
 Avis est par le présent donné que le dit failli a, le 13ième jour de décembre 1907, fait un abandon

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re G. de Werthemer, merchant, Insolvent.
 Notice is given that, on the 13th day of December, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.
 Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier street, Montreal.
 Montreal, 13th December, 1907. 3876

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In re Etienne Avon, fils, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 16th day of December, 1907, by order of Honorable justice H. C. St. Pierre, I was appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors, if they have not already done so, are requested to file their claims, attested on oath, in my hands, within a delay of thirty days.

R. S. JORON,
 Curator.

Salaberry de Valleyfield, 17th December, 1907.
 3918

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Crescent Hat Works, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 18th day of December, 1907, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James street,
 Montreal, 18th December, 1907. 3930

Province of Quebec, }
 District of Beauce. }
In re H. A. LaRue, Beauceville, Insolvent.
 Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 7th January, 1908, after which date this dividend will be payable at my office, at Beauceville.

P. ANGERS,
 Curator.

Beauceville, 19th December, 1907. 3936

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Ludger Naud, general contractor, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 7th January, 1908, after which date this dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

New York Life Building,
 11, Place d'Armes, Montreal,
 Montreal, 18th December, 1907. 3952

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 In the matter of Narcisse Beaudreau, contractor, of Beauharnois, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 13th day of December, 1907, the said insolvent made a judicial

judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauharnois.

NAPOLEON ST AMOUR,

Subrogé gardien provisoire.

11, Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 15 décembre 1907.

3949

abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Beauharnois.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Provisional subrogate guardian.

11, Place d'Armes, Montréal.

Montreal, 15th December, 1907.

3950

Licitations

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 494.

LICITATION.

R. R. Bergevin, Demandeur ;

vs

W. Tracey *et al*, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu du jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, en date du 24 juin 1907, dans lequel Raoul René Bergevin, marchand, de Québec, est Demandeur ; et William Tracey, de Québec, Marie-Louise Tracey, de Montréal, et William Tracey, en sa qualité de tuteur à son fils mineur, Joseph Charles Henri Tracey, de Québec, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant :

Un emplacement avec maison et dépendances sur le côté est de la rue Notre-Dame, à la Basse-Ville, de la cité de Québec, de quarante-deux pieds, plus ou moins de front, et soixante pieds ou un peu près de profondeur, avec droit de mitoyenneté dans le mur divisant cette propriété de celle de John Miller ou représentants ; borné au sud-est par la ruelle du Porche, au nord-ouest par la propriété de John Miller ou représentants, au front par la rue Notre-Dame, et à l'arrière par la propriété de Joseph Jones ou représentants.

Cet immeuble est connu sous le numéro 2153, du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis et vendu à la folle enchère de J. Emile Thibaudeau, médecin, de Québec, adjudicataire défaillant, en vertu d'un jugement de la cour supérieure, dans cette même cause, en date du vingt-cinquième jour de novembre 1907, et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1908, pour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice, à Québec ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

CIMON & SEVIGNY,

Procureurs du demandeur.

Québec, 21 décembre 1907.

3925

[Première publication, 21 décembre 1907.]

AVIS DE LICITATION SOUS L'AUTORITÉ DES ARTICLES 1047 ET 1048 C. P. C.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } Cour Supérieure.
Nos 62-48.

Charles Salvas, journalier, de la cité de Fall River, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, et Dame Philomène Salvas, de la paroisse de Sainte-Gertrude, dans le district de Trois-Rivières, épouse contractuellement séparée

Licitations

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court
No 494.

LICITATION.

R. R. Bergevin, Plaintiff ;

vs

W. Tracey *et al*, Defendants.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, dated the 24th June, 1907, in which Raoul René Bergevin, merchant, of Quebec, is Plaintiff ; and William Tracey, of Quebec, Marie Louise Tracey, of Montreal, and William Tracey, in his quality of tutor to his minor son, Joseph Charles Henry Tracey, of Quebec, are Defendants, ordering the licitation of the following immovable :

An emplacement with house and dependencies on the east side of Notre Dame street, in the Lower Town, of the city of Quebec, of forty two feet, more or less in front, and sixty feet or thereabouts in depth, with right of mitoyenneté in the wall dividing this property from that of John Miller or his representatives ; bounded to the south east by the Porche lane, to the north west by the property of John Miller or his representatives, in front by Notre Dame street, and in rear by the property of Joseph Jones or his representatives.

This immovable is known under the number 2153, of the official cadastre of Saint Peter ward, in the said city of Quebec.

The above described immovable will be resold for false bidding at the cost and charges of J. Emile Thibaudeau, of Quebec, physician, the purchaser in default, in virtue of a judgment of the superior court, in the same case, dated the twenty fifth day of November, 1907, and will be adjudicated to the highest and last bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY, 1908, sitting the court, in the court town of the court house, at Quebec ; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges, filed in the office of the prothonotary of the said court ; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw against the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment must be deposited within six days after the adjudication ; and, in default of the parties filing the said oppositions within the delays herein prescribed, they shall be foreclosed from the right so to do.

CIMON & SEVIGNY,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 21st December, 1907.

3926

[First published, 21 December, 1907.]

NOTICE OF LICITATION UNDER THE AUTHORITY OF ARTICLES 1047 AND 1048, C. P. C.

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } Superior Court.
Nos. 62-48.

Charles Salvas, laborer, of the city of Fall River, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, and Dame Philomène Salvas, of the parish of Sainte Gertrude, in the district of Three Rivers, wife separated as to property

de biens de Alexandre Houle, cultivateur, du même lieu, et le dit Alexandre Houle, à l'effet d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes,

Demandeurs ;

vs

Dame Sophie Lataille, de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, dans le district de Saint-Hyacinthe, veuve de Narcisse Salvas, en son vivant du même lieu, et Louis Vadnais, père, cultivateur, du dit lieu de Saint-Nazaire d'Acton, en sa qualité de tuteur dûment nommé en justice à Narcisse Salvas, fils, enfant mineur issu du mariage de la dite Dame Sophie Lataille et du dit Narcisse Salvas

Défendeurs ;

et

De noiselle Marie Salvas, fille majeure et usant de ses droits, de Nashua, dans l'état du New-Hampshire, l'un des états-unis d'Amérique ; Philadelphie Salvas, journalier, du même endroit ; Georgianna Salvas, épouse de James McCarvel, journalier, et ce dernier tant personnellement que pour l'autoriser aux fins des présentes, tous deux du dit lieu de Nashua ; Amanda Tétréault, épouse de Lee Bombard, journalier, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux de Lowell, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique ; Napoléon Tétréault, journalier, du même endroit ; Clarinda Tétréault, épouse de Joseph Boisclair, journalier, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux du dit lieu de Lowell ; Isidore Tétréault et Ovila Tétréault, journalier, du même endroit ; Hermine Salvas, du dit lieu de Lowell, veuve de Narcisse Tétréault, en son vivant journalier, du même endroit ; Jean-Baptiste Ethier, fils, cultivateur, de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, dans le district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité de curateur dûment nommé en justice à Georgianna Salvas, ci-dessus décrite, mineure émancipée par son mariage avec James McCarvel ; Joseph Ethier, cultivateur, du dit lieu de Saint-Nazaire d'Acton, en sa qualité de tuteur dûment nommé en justice aux mineurs Annie *alias* Anoy Salvas et Emma Salvas, enfants nés du mariage de Joseph Salvas et de Mary St. Martin, actuellement décédés, tous deux de Nashua susdit ; Jean Baptiste Ethier, père, bourgeois, de Saint-Nazaire d'Acton, en sa qualité de tuteur nommé en justice à Emile Tétréault et Adélaré Tétréault, enfants mineurs nés du mariage de Narcisse Tétréault, actuellement décédé, et de Hermine Salvas, assignée ci-dessus, les dits mineurs de Lowell susdits ; Odilon Salvas, journalier, du dit lieu de Lowell, temporairement à Saint-Nazaire d'Acton,

Mis en cause.

Avis public est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Saint-Hyacinthe, dans et pour le district de Saint-Hyacinthe, rendu le dix décembre courant (1907), dans une cause entre les parties litigantes ci-dessus décrites, mue devant la dite cour supérieure et portant les dits Nos 62-48, des dossiers de la dite cour, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre connue et désignée sous les numéros : partie quatre cent cinquante, partie quatre cent cinquante-un et partie quatre cent quatre-vingt-trois (p. 450, p. 451 et p. 483) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, dans le comté de Bagot.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain (1908), à la séance de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-Hyacinthe, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, cour tenante, à DIX heures du matin, ou aussitôt ensuite qu'il pourra être procédé ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire

under marriage contract of Alexandre Houle, farmer, of the same place, and the said Alexandre Houle, for the purpose of authorizing his said wife for these presents,

Plaintiffs ;

vs

Dame Sophie Lataille, of the parish of Saint-Nazaire d'Acton, in the city of Saint-Hyacinthe, widow of Narcisse Salvas, in his lifetime of the same place, and Louis Vadnais, senior, farmer, of the said parish of Saint-Nazaire d'Acton, in his capacity of tutor duly appointed by the court to Narcisse Salvas, junior, minor child issue of the marriage of the said late Narcisse Salvas,

Defendants ;

and

Miss Marie Salvas, spinster, in the enjoyment of her rights, of Nashua, in the state of New Hampshire, one of the united states of America ; Philadelphie Salvas, laborer, of the same place ; Georgianna Salvas, wife of James McCarvel, laborer, and the latter both personally and for the purpose of authorizing her for these presents, both of Nashua aforesaid ; Amanda Tétréault, wife of Lee Bombard, laborer, and the latter both personally and for the purpose of authorizing his said wife, both of Lowell, in the state of Massachusetts, one of the united states of America ; Napoléon Tétréault, laborer, of the same place, Clarinda Tétréault, wife of Joseph Boisclair, laborer, and the latter both personally and for the purpose of authorizing his said wife, both of the said place of Lowell ; Isidore Tétréault and Ovila Tétréault, laborer, of the same place ; Hermine Salvas, of Lowell aforesaid, widow of Narcisse Tétréault, in his lifetime laborer, of the same place ; Jean Baptiste Ethier, junior, of the parish of Saint-Nazaire d'Acton, in the district of Saint-Hyacinthe, in his capacity of curator duly appointed by the court to Georgianna Salvas aforesaid, a minor emancipated by her marriage with James McCarvel, Joseph Ethier, farmer, of the same parish of Saint-Nazaire d'Acton, in his capacity of tutor duly appointed by the court to the minors Annie *alias* Anny Salvas and Emma Salvas, children born of the marriage of Joseph Salvas and Mary Saint Martin, now deceased, both of Nashua aforesaid ; Jean Baptiste Ethier, senior, burgess, of Saint-Nazaire d'Acton, in his capacity of tutor appointed by the court to Emile Tétréault and Adélaré Tétréault, minor children born of the marriage of Narcisse Tétréault, now deceased and of Hermine Salvas summoned, the said minors being of Lowell aforesaid ; Odilon Salvas, laborer, of Lowell aforesaid, and temporarily residing at Saint-Nazaire d'Acton,

Mis en cause.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Saint-Hyacinthe, in and for the district of Saint-Hyacinthe, rendered on the tenth December instant (1907), in a case between the parties in litigation above described, brought before the said superior court and bearing the said numbers 62-48, of the records of the said court, ordering the licitation of an immoveable described as follows, to wit :

A lot of land known and designated under the numbers : part of four hundred and fifty, part of four hundred and fifty one and part of four hundred and eighty three (p. 450, p. 451 and p. 483), of the official cadastre of the parish of Saint-Théodore d'Acton, in the county of Bagot.

The said immoveable will be put up at auction and adjudicated to the highest and last bidder, on the FOURTH day of FEBRUARY next (1908), at the sitting of the superior court, in and for the district of Saint-Hyacinthe, in the court room of the court house, in the city of Saint-Hyacinthe, sitting the court, at TEN o'clock in the forenoon or so soon thereafter as proceedings may be had ; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges filed in the office of the protonotaire

de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler afin de charge ou afin de distraire à dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, pas plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la dite licitation, vente et adjudication, sous peine d'être considérée et traitée comme opposition afin de conserver, le cas échéant ; et toute opposition afin de conserver ou réclamation sur les deniers réalisés par telle licitation, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

LUSSIER & GENDRON,
Procureurs des demandeurs.
Saint-Hyacinthe, 16 décembre 1907. 3913
[Première publication, 21 décembre 1907.]

Canada,
Province Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure. —*
Comté de Bonaventure. } *siégeant à New-Carlisle.*
Jane Ferguson Chamberlain *et al.*, Demandeurs ;

vs

John Chamberlain *et al.*, Défendeurs.
Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, rendu le sixième (6e) jour du mois de novembre 1907, dans une cause où Jane Ferguson Chamberlain, fille majeure, de Campbellton, dans la province du Nouveau-Brunswick ; Mary Ann Sutherland Chamberlain, épouse de John Cameron, ingénieur de locomotive, de Campbellton, le dit John Cameron afin d'autoriser et assister sa dite épouse ; Alexander Ferguson Chamberlain, cultivateur, de Campbellton susdit ; Christiana Jane Duncan, épouse de William David Duncan, de Flatlands, dans le comté de Restigouche, dans la province du Nouveau-Brunswick, cultivateur, le dit William David Duncan afin d'autoriser et assister sa dite épouse ; Joseph Duncan, marchand, de Campbellton, susdit ; Evelyn Chamberlain, fille majeure, de Campbellton susdit ; Robert Chamberlain, de la Pointe à la Garde, cultivateur, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé ; Mabel Chamberlain, fille majeure, de la Pointe à la Garde susdite ; William Wallace Chamberlain, cultivateur, de la Pointe à la Garde susdite ; Jessie Margaret Chamberlain, fille majeure, de la Pointe à la Garde susdite ; Grace Jane Chamberlain, fille majeure, aussi de la Pointe à la Garde susdite, sont Demandeurs ; et John Chamberlain, de l'endroit appelé Oshkosh, dans l'état de Wisconsin, dans les états-unis d'Amérique, et Angus McKenzie, de Campbellton, province du Nouveau-Brunswick, marchand, curateur de George Washington Chamberlain, de Dundee, dans la province du Nouveau-Brunswick, le dit Angus McKenzie étant assigné en sa qualité légale de représentant du dit George Washington Chamberlain ; et Andrew Fair, cultivateur, de la Pointe à la Garde, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, curateur de Thomas Alexander Chamberlain, de la Pointe à la Garde susdite, le dit Andrew Fair étant assigné en sa qualité légale de représentant de Thomas Alexander Chamberlain, Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

Lots 14 C, 15 et 16, de "The First Oak Point Range," dans le canton de Mann, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, les dits lots de terre contenant cent (100) acres chacun—ensemble avec les bâtisses sus-érigées, la dite propriété étant connue comme ferme Chamberlain, chaque lot pour être vendu séparément.

A distraire des dits lots le long du front d'iceux soixante pieds de la moyenne de la marque de la haute marée, les dits soixante pieds susdits avec les privilèges de pêche et de cascade sur le front d'iceux, pour être vendus séparément des dits lots.

of the said court ; and all oppositions to set aside, to secure charges or to withdraw against the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, not later than the twelfth day previous to that fixed for the said licitation, sale and adjudication, on pain of being considered and treated as an opposition for payment, if occasion there be ; and all oppositions for payment or claims regarding the moneys realized by such licitation, must be filed within six days after the adjudication ; and in default of the parties filing the said oppositions within the delays prescribed by the present notice, they shall be foreclosed from the right so to do.

LUS IER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 16th December, 1907. 3914
[First published, 21st December, 1907.]

Canada,
Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court.*
County of Bonaventure. } *Sitting at New Carlisle.*
Jane Ferguson Chamberlain *et al.*, Plaintiffs ;

vs

John Chamberlain *et al.*, Defendants.
Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at New Carlisle, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, rendered on the sixth (6th) day of the month of November, 1907, in a case wherein Jane Ferguson Chamberlain, spinster, of Campbellton, in the province of New Brunswick ; Mary Ann Sutherland Chamberlain, wife of John Cameron, locomotive engineer, of Campbellton, the said John Cameron appearing in order to authorize and assist his said wife ; Alexander Ferguson Chamberlain, farmer, of Campbellton aforesaid ; Christiana Jane Duncan, wife of William David Duncan, of Flatlands, in the county of Restigouche, in the province of New Brunswick, farmer, the said William David Duncan appearing in order to authorize and assist his said wife ; Joseph Duncan, merchant, of Campbellton aforesaid ; Evelyn Chamberlain, spinster, of Campbellton aforesaid ; Robert Chamberlain, of Pointe à la Garde, farmer, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé ; Mabel Chamberlain, spinster, of Pointe à la Garde aforesaid ; William Wallace Chamberlain, farmer, of Pointe à la Garde aforesaid ; Jessie Margaret Chamberlain, spinster, of Pointe à la Garde aforesaid ; Grace Jane Chamberlain, spinster, also of Pointe à la Garde aforesaid, are Plaintiffs ; and John Chamberlain, of the place called Oshkosh, in the state of Wisconsin, in the united states of America, and Angus McKenzie, of Campbellton, province of New Brunswick, merchant, curator to the person of George Washington Chamberlain, of Dundee, in the province of New Brunswick, the said Angus McKenzie being summoned in his legal capacity of representative to the said George Washington Chamberlain ; and Andrew Fair, farmer, of Pointe à la Garde, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, curator to the person of Thomas Alexander Chamberlain, of Pointe à la Garde aforesaid, the said Andrew Fair being summoned in his legal capacity of representative to the said Thomas Alexander Chamberlain, Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

Lots 14 C, 15 and 16, of The First Oak Point Range, in the township of Mann, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, said lots of land containing one hundred (100) acres each—together with the buildings thereon erected, the said property being known as the Chamberlain farm, each lot to be sold separately.

To be reserved from said lots along the front thereof sixty feet from the average high water mark, the said sixty feet along with the fishing and boating privileges on the front of the same to be sold separately from the said lots.

Aussi un acre de terre vis-à-vis le lot 14, dans les mêmes rang et canton, et les privilèges de pêche et de cascade y ayant rapport.

Aussi un certain marais appelé "Marais Shirley", situé dans le premier rang du canton de Mann.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain 1908, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la municipalité de New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour supérieure; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

JOHN HALL KELLY,

Procureur des demandeurs.

New Carlisle, 5 décembre 1907. 3841.2
[Première publication, 14 décembre 1907.]

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 9 décembre 1907, dans une cause dans laquelle Dame Anna Sareault, veuve de Stanislas Rochon, sr., en son vivant entrepreneur en briques, des cité et district de Montréal, est Demanderesse; contre Siméon Rochon, Napoléon Rochon, Stanislas Rochon, jr., Virginie Rochon, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Pierre Lefebvre, et le dit Pierre Lefebvre tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Oscar Rochon, tous des cité et district de Montréal, et Trefflé Rochon, en sa qualité de tuteur *ad hoc* d'Arthur Rochon, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un lot de terre situé dans la ville d'Outremont, connu et désigné comme étant le numéro quatre, de la subdivision du lot numéro officiel deux cent cinquante-deux (4-252), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de front sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, et mesure anglaise; borné en front par les numéros deux cent cinquante-deux-un et deux cent cinquante-trois-onze (252-1 et 253-11), sur les dits plan et livre de renvoi officiels, devant servir de rue et dans laquelle les propriétaires du lot à être vendu ont droit de circuler comme dans une rue publique, et en arrière par une ruelle commune—avec les bâtisses y érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER prochain (1908), à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, chambre No 31; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour supérieure; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 11 décembre 1907. 3807.2
[Première publication, 14 décembre 1907.]

Also an acre of land opposite lot 14, in the same range and township, and the fishing and booming privileges attached to the same.

Also a certain marsh called the "Shirley Marsh", situated in the first range of the township of Mann.

The immovables above mentioned will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next, 1908, sitting the court in the court room of the court house, in the municipality of New Carlisle, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said superior court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw against said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

JOHN HALL KELLY,

Attorney for plaintiffs.

New Carlisle, 5th December, 1907. 3842
[First published, 14th December, 1907.]

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 9th December, 1907, in a case in which Dame Anna Sareault, widow of Stanislas Rochon, sr., in his lifetime bricklayer, of the city and district of Montreal, is Plaintiff; against Simon Rochon, Napoléon Rochon, Stanislas Rochon, jr., Virginie Rochon, wife separated as to property by marriage contract of Pierre Lefebvre, and the said Pierre Lefebvre as personally as to authorize his said wife, Oscar Rochon, all of the city and district of Montreal, and Trefflé Rochon, in his quality of tutor *ad hoc* of Arthur Rochon, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of a lot of land situated in the town of Outremont, known and designated as being the number four, of the subdivision of lot number two hundred and fifty two (4-252), on the plan and in the book of reference of the parish of Montréal, containing twenty five feet in front by one hundred and twenty five feet in depth, more or less, and english measure; bounded in front by the numbers two hundred and fifty two-one and two hundred and fifty three-eleven (252-1 and 253-11), on the said plan and in the book of reference, to be used as street in which the proprietors of the lot to be sold have the right to circulate as in a public street, and in rear by a common lane—with the buildings thereon erected.

The property above described will be sold at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, 1908, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting court, in the audience room of the court house, in the city of Montreal, room No. 31; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said superior court; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw against such licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys of the plaintiff.

Montreal, 11th December, 1907. 3808
[First published, 14th December, 1907.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—Quebec.*

Chicoutimi, à savoir : } **A MEDEE ROBITAILLE**,
No 1582. } **A** de la cité de Québec,
avocat, conseil du Roi, Demandeur ; vs **JOSEPH**
EDMOND TALBOT, de la cité de Québec, commis
voyageur, en sa qualité de curateur dument nommé
à la succession vacante de feu Nazaire Bernatchez,
Défendeur.

Les deux lots de terre qui suivent situés dans le premier rang du canton Dolbeau, dans le district de Chicoutimi, dans la mission de Saint Amédée, savoir : les numéros vingt-deux (22), de quatre-vingt-trois acres et vingt-trois (23), de soixante et seize acres en superficie, plus ou moins—avec bâtiasses dessus construites. Les dits lots étant maintenant connus et désignés sous les numéros 22 et 23 du premier rang sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Dolbeau.

Pour être vendus en bloc, au bureau d'enregistrement, dans la ville de Roberval, à **DIX** heures de l'avant-midi, le **TRENTE ET UNIEME** jour du mois de **DECEMBRE** prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 25 novembre 1907. 3605.2
[Première publication, 30 novembre 1907.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS*District de Richelieu.*

Montréal, à savoir : } **A IME BOUCHER**, cura-
No 4831. } **A** teur, dument autorisé à
l'effet des présentes, en vertu de l'article 879, du
code de procédure civile de la province de Québec,
comme curateur aux biens de Médard Boucher,
failli, dans une certaine cause où **CARTIER**, **LARAMEE & Co**, étaient Demandeurs ; et **MEDARD BOUCHER**, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit Médard Boucher, les immeubles ci-après mentionnées, savoir :

Huit lots de terre situés en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent soixante et un, deux cent soixante et deux, deux cent soixante et trois et deux cent soixante et quatre, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent vingt-huit, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Pointe-aux-Trembles ; les dits lots de terre faisant front sur la rue Sainte-Catherine.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DEUXIEME** jour de **JANVIER** prochain (1908), à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif. Député shérif.
Montréal, 27 novembre 1907. 3649.2
[Première publication, 30 novembre 1907.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—Quebec.*

Chicoutimi, to wit : } **A MEDEE ROBITAILLE**,
No. 1582. } **A** of the city of Quebec,
advocate, King's counsel, Plaintiff ; vs **JOSEPH**
EDMOND TALBOT, of the city of Quebec, com-
mercial traveller, in his capacity of tutor duly ap-
pointed to the vacant estate of the late Nazaire
Bernatchez, Defendant.

The following two lots of land in the first range of the township of Dolbeau, in the district of Chicoutimi, in the mission of Saint Amédée, to wit : numbers twenty two (22), of eighty three acres and twenty three (23), of seventy six acres in superficies, more or less—with the buidings thereon erected. The said lots being at present known and designated under the numbers 22 and 23, of the first range on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Dolbeau.

To be sold in one block, at the registry office, in the town of Roberval, at **TEN** o'clock in the forenoon, on the **THIRTY FIRST** day of **DECEMBER** next.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 25th November, 1907. 3606
[First published, 30th November, 1907.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.*District of Richelieu.*

Montreal, to wit : } **IME BOUCHER**, curator
No. 4831. } **A** duly authorized for the
effect of these presents, under article 879, of the
code of civil procedure of the province of Quebec,
as curator to the property of Médard Boucher,
insolvent, in a certain cause wherein **CARTIER**,
LARAMEE & Co, were Plaintiffs ; and **MEDARD**
BOUCHER, was Defendant.

Seized as belonging to the said Médard Boucher, the following immoveables, to wit :

Eight lots of land situate in the parish of La Pointe aux Trembles, district of Montreal, known and designated under the numbers two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and sixty-one, two hundred and sixty two, two hundred and sixty three and two hundred and sixty four, of the official subdivision of lot number two hundred and twenty eight, of the official plan and book of reference of the said parish of La Pointe aux Trembles ; the said lots of land fronting on Sainte Catherine street.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the **SECOND** day of **JANUARY** next (1908), at **TEN** o'clock in the forenoon

P. M. DURAND,

Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Montreal, 27th November, 1907. 3650
[First published 30th November, 1907.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **DAME EUGENIE AUGER**,
No 1840. } de la ville de Buckingham,
dans le district d'Ottawa, veuve de feu Albert C. Akin, en son vivant du même lieu, Demanderesse ; contre **DAME CLEMENTINE LABELLE**, de la dite ville de Buckingham, épouse séparée de biens de Alexander Guertin, ci-devant de la ville d'Aylmer, mais maintenant de lieux inconnus, et le dit Alexander Guertin dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse, à savoir :

Toute cette étendue ou ce morceau de terre formant partie du lot numéro deux cent soixante et dix huit (278) du plan officiel de la ville de Buckingham, dans le district d'Ottawa, et décrit comme suit : commençant à un poteau en fer planté au coin nord de la propriété du Dr Sicard ou ses représentants, sur la rue Pine dans la dite ville de Buckingham, suivant dans une direction nord le long de la susdite rue Pine, une distance de quarante pieds, de là, est à angles droits jusqu'à la rue Pine, une distance d'environ 212 pieds jusqu'à la borne en arrière du lot 274, sur le dit plan, de là, le long de la borne en arrière du dit lot 274 et lot 275, une distance de 105 pieds jusqu'à un poteau en fer planté au coin nord-est de la propriété du Dr Sicard, de là, suivant la ligne de division entre la propriété ainsi bornée et celle du Dr Sicard, dans une direction ouest jusqu'au point de départ, une distance de 116 pieds.

La dite propriété étant bornée en front par la rue Pine, en arrière par les lots 274 et 275, du dit plan du cadastre, d'un côté par la propriété du Dr Sicard, et de l'autre côté par la propriété ci-devant appartenant à Wm. J. McKenzie—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Grégoire de Naziance de Buckingham, le **VINGT-UNIÈME** jour de **JANVIER** prochain (1908), à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Hull, 16 décembre 1907.
[Première publication, 21 décembre 1907.]

C. M. WRIGHT,

Shérif.
3915

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DAME HELENE BERGE-**
No 1176. } **RON** ; contre **EUGENE**
CROTEAU, à savoir :

Partie du lot No 171 (cent soixante et onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, contenant cent douze pieds de front sur cent quatre-vingts pieds de profondeur ; borné en front au nord du chemin royal, en arrière au nommé Masse, d'un côté à Joseph Côté, et de l'autre côté à Masse, étant un emplacement situé concession Gaspé—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **DAME EUGENIE ANGER**,
No. 1840. } of the town of Bucking-
ham, in the district of Ottawa, widow of the late Albert C. Akin, in his lifetime of the same place, Plaintiff; against **DAME CLEMENTINE LABELLE**, of the said town of Buckingham, wife separate as to property of Alexander Guertin, formerly of the town of Aylmer, but now of parts unknown, and the said Alexander Guertin, for the purpose of authorizing his said wife, Defendant, to wit :

All that tract or parcel of land forming part of lot number two hundred and seventy eight (278), of the official plan of the town of Buckingham, in the district of Ottawa, and described as follows : beginning at an iron post planted at the northerly corner of the property of Dr Sicard or his representatives, on Pine street, in said town of Buckingham, following in a northerly direction along Pine street aforesaid, a distance of forty feet, thence, easterly at right angles to Pine street, a distance of about 212 feet to the rear boundary of lot 274, on said plan, thence, along the rear boundary of said lot 274 and lot 275, a distance of 105 feet to an iron post planted at the north east corner of the property of Dr. Sicard, thence, following the division line between the property thus enclosed and that of Dr. Sicard, in a westerly direction to the place of beginning, a distance of 116 feet.

The said property being bounded in front by Pine street, in rear by lots 274 and 275, of said cadastral plan, on one side by property of Dr. Sicard, and on the other side by the property formerly owned by Wm. J. McKenzie—with all the buildings, betterments and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Gregoire de Naziance of Buckingham, on the **TWENTY FIRST** day of **JANUARY** next (1908), at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Hull, 16th December, 1907.
[First published, 21st December, 1907.]

C. M. WRIGHT,

Shérif.
3916

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **DAME HELENE BERGE-**
No. 1176. } **RON** ; against **EUGENE**
CROTEAU, to wit :

Part of lot No. 171 (one hundred and seventy one), of the official cadastre for the parish of Saint Apollinaire, containing one hundred and twelve feet in front by one hundred and eighty feet in depth : bounded in front on the north by the King's highway, in rear by one Masse, on one side by Joseph Côté, and on the other side by Masse, being a lot of land situate in Gaspé concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 5 décembre 1907. 3737.2
[Première publication, 7 décembre 1907.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**AME HELENE BERGE-
No 2626. } **R**ON ; contre EUGENE
CROTEAU ET AL.

Saisi comme appartenant à Arthur Croteau, l'un des défendants, à savoir :

Le lot No 167 (cent soixante et sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, étant un emplacement situé concession Gaspé—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 5 décembre 1907. 3739.2
[Première publication, 7 décembre 1907.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **J. DUGGAN,** avocat, de
No 1376. } **E.** Saint-Etienne de la Malbaie, Demandeur ; contre **ALFRED GRENIER,** Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, rang de la Pointe-au-Pic, mesurant trente-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur ; tenant en front au chemin public, en arrière aux représentants de feu Tréflé Villeneuve, d'un côté au sud à Elzéar Grenier, et de l'autre côté à Alex. Marier, formant partie du lot numéro sept cent vingt-neuf (729), des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. A charge des droits d'emphytéose et autres créés par un bail emphytéotique consenti par Elzéar Grenier en faveur de Alfred Grenier, le défendeur, à la Malbaie, le 6 juin 1900, par acte authentique signé devant L. A. Bouliane, notaire, et enregistré le 7 juillet 1900, au bureau d'enregistrement de la première division d'enregistrement du comté de Charlevoix, dans le registre A, volume 15, sous le numéro 12734 ; à charge aussi des droits et réclamations de Dame Emilie Villeneuve, épouse séparée de biens de Joseph Tremblay, fils d'Hyacinthe, de la Malbaie, cultivateur, en sa qualité de légataire universelle de feu Dame Henriette Tremblay, en son vivant de la Malbaie, veuve de feu Pierre Tréflé Villeneuve, dont le dit Elzéar Grenier prétend avoir acquis le dit emplacement sans bâtisse, par bail emphytéotique et verbal.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 17 décembre 1907. 3989
[Première publication, 21 décembre 1907.]

Saint Apollinaire, county of Lotbinière, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 5th December, 1907. 3738
[First published, 7th December, 1907.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **D**AME HELENE BERGE-
No. 2626. } **R**ON ; against EUGENE
CROTEAU ET AL.

Seized as belonging to Arthur Croteau, one of the defendants, to wit :

Lot No. 167 (one hundred and sixty-seven), of the official cadastre for the parish of Saint Apollinaire, being a lot of land situate in Gaspé concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Apollinaire, county of Lotbinière, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 5th December, 1907. 3740
[First published, 7th December, 1907.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **J. DUGGAN,** advocate, of
No. 1376. } **E.** Saint Etienne [de la Malbaie, Plaintiff ; against, **ALFRED GRENIER,** Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Etienne de la Malbaie, Pointe-au-Pic range, measuring thirty five feet in front by ninety feet in depth ; bounded in front by the highway, in rear by the representatives of the late Tréflé Villeneuve, on one side towards the south by Elzéar Grenier, and on the other side by Alex. Marier, forming part of lot number seven hundred and twenty nine (729), of the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de la Malbaie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the emphyteutic and other rights created by an emphyteutic lease by Elzéar Grenier, in favor of Alfred Grenier, the defendant, at Malbaie, on the 6th June, 1900, by an authentic deed signed before L. A. Bouliane, notary, and registered on the 7th June, 1900, in the registry office of the first registration division of the county of Charlevoix, register A., volume 15, under the number 12734 ; subject also to the rights and claims of Dame Emilie Villeneuve, wife separated as to property of Joseph Tremblay, son of Hyacinthe, of Malbaie, farmer, in his capacity of universal legatee of the late Dame Henriette Tremblay, in her lifetime of Malbaie, widow of the late Pierre Tréflé Villeneuve, from whom the said Elzéar Grenier claims to have acquired the said lot, without building, by emphyteutic and verbal lease.

To be sold at my office, in the court house, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Shérif.
Malbaie, 17th December, 1907. 3990
[First published, 21st December, 1908.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } DAME MARGUERITE WATSON, des cité et district de Montréal, veuve de feu John O'Gilvie, en son vivant meunier, du même lieu ; l'honorable Alexandre W. O'Gilvie, sénateur, et Philippe S. Ross, comptable, tous deux de la dite cité de Montréal, et agissant tous trois en leur qualité d'administrateurs et d'exécuteurs-testamentaires du dit feu John O'Gilvie, Demandeurs, es-qualité ; contre E. FRANK MOSELEY, Défendeur.

1. Un certain lopin de terre situé en la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, rue Girouard, formant partie du lot numéro six cent soixante-seize (676), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite cité, contenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes ; en front la rue Girouard, en profondeur à l'avenue Corriveau, mentionnée sur le plan du dit terrain annexé à la minute d'un acte de vente consenti par A. J. Corriveau à MM. Nault & Boas, devant Mre J. M. Borduas, N. P., le 11 octobre 1887, d'un côté au ruisseau Cadoret, et de l'autre côté à la clôture actuellement existante et faisant la ligne de division du dit terrain et celui de la rue Kerouac—avec les bâtisses y érigées.

2. Un autre terrain situé en arrière de celui ci-dessus décrit formant, partie du lot numéro six cent soixante-seize (676), du plan cadastral de la dite cité de Saint-Hyacinthe, renfermé dans les bornes suivantes : en front l'avenue Corriveau ci-dessus mentionnée, en profondeur la rivière Yamaska, d'un côté la continuation de la dite rue Kerouac, et de l'autre côté au dit ruisseau Cadoret—sans bâtisse.

Pour être vendus en un seul lot comme une seule propriété, à mon bureau, en la cité de Saint-Hyacinthe, le TRENTE ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 27 novembre 1907. 3639.2
[Première publication, 30 novembre 1907.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } PIERRE AVILA No 525. } GOUIN, Demandeur ; contre J. A. BARIBEAULT, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Adelphe, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la paroisse de Saint-Stanislas, sous le numéro sept cent vingt-trois (723), de la contenance de soixante et huit pieds de front sur le chemin public et quatre-vingt-quatorze de front sur l'arrière du dit emplacement sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et comprise dans les bornes suivantes ; borné en front par le chemin public, en arrière par Joseph Brousseau, d'un côté, au nord, par un nommé Rivard, et d'autre côté, au sud, par Nazaire Carpentier—avec bâtisse, circonstances et dépen-

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit : } DAME MARGARET WATSON, of the city and district of Montreal, widow of the late John O'Gilvie, in his lifetime of the same place, miller; the Honorable Alexander W. O'Gilvie, senator of Canada, and Philippe S. Ross, accountant, both of the same place, all three acting in their quality of trustees and executors of the last will and codicil thereto of the said late John O'Gilvie, Plaintiffs, es-qualité ; against E. FRANK MOSELEY, Defendant.

1. A certain lot of land situated in the city of Saint Hyacinth, district of Saint Hyacinth, on Girouard street, forming part of lot number six hundred and seventy six (676), of the official plan and book of reference for the said city ; bounded in front by Girouard street, in depth by the Corriveau avenue, mentioned on a plan of said lot of land annexed to a deed of sale by A. J. Corriveau to Messrs. Nault & Boas, before Mre J. M. Borduas, N. P., the 11th of October, 1887, on one side by the Cadoret stream, and on the other side by a fence actually existing used as the division line between said lot of land and the Kerouac street—with buildings thereon erected.

2. Another piece of land situated in rear of the above described, forming part of lot number six hundred and seventy six (676), of the official plan and book of reference for the said city ; bounded in front by the said Corriveau avenue, above mentioned, in depth the Yamaska river, on one side the continuation of the said Kerouac street, and on the other side by Cadoret stream—without building.

To be sold *en bloc*, as one property, at my office, in the city of Saint Hyacinth, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 27th November, 1907. 3640
[First published, 30th November, 1907.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } PIERRE AVILA No. 525. } GOUIN, Plaintiff; against J. A. BARIBEAULT, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Adelphe, forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas, under the number seven hundred and twenty three (723), containing sixty eight feet in front on the highway and ninety four feet at the rear of the said lot, by one hundred feet in depth, english measure, and comprised within the following limits ; bounded in front by the highway, in rear by Joseph Brousseau, on one side towards the north by one Rivard, and on the other side towards the north by Nazaire Carpentier—with a building thereon erected, circumstances and de-

dances, avec réserve en faveur de Joseph Brousseau, d'un chemin ou droit de passage sur le dit emplacement pour communiquer du chemin public à son terrain éant le résidu du dit lot No 723.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le VINGT-ET-UNIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 décembre 1907. 3933
[Première publication, 21 décembre 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } WILFRID M A T -
No 130. } TEAU et S I -
MEON CHABOT, Demandeurs ; vs ADELARD
GRENIER, Défendeur.

1° Le droit de jouissance en bon père de famille d'un morceau de terre de forme irrégulière, situé en la ville de Grand'Mère ; borné en front à la rue Saint-Louis, d'un côté, vers l'est par Maxime Juineau, en arrière et vers l'ouest par Maxime Grenier, mesurant quarante pieds de largeur en front, sur une profondeur de cinquante-huit pieds, et de là formant une largeur de vingt pieds sur la longueur de vingt pieds en suivant la ligne du dit morceau de terre et de celui de la dite Dame Juineau, le tout à mesure anglaise, faisant partie du lot numéro cent quarante (140), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore—avec une maison et écurie dessus, circonstances et dépendances ; le dit droit de jouissance devant exister jusqu'au premier septembre 1911, lors du rachat du dit immeuble et dépendances, en vertu de la faculté de réméré ci-après mentionnée, le tout stipulé dans un acte de vente consenti par le défendeur, Adélarde Grenier à Joseph Edouard Hétu, médecin, de la cité des Trois-Rivières, le 13 septembre 1906, devant Alcide Lebrun, notaire, de la cité des Trois-Rivières.

2° Le droit du dit Adélarde Grenier, le défendeur, que ce dernier s'est réservé dans l'acte ci-dessus mentionné d'exercer la faculté de retraire et reprendre l'immeuble ci-dessus désigné de la date du premier septembre 1906, à cinq ans, savoir : au premier septembre 1911, le dit droit de réméré devant être vendu sur le défendeur, à condition par l'acquéreur de rembourser au dit J. E. Hétu la balance du prix de vente dans le dit délai ci-dessus mentionné par versements semestriels le 1er mars et le 1er septembre de chaque année devant s'écouler d'hui au 1er septembre 1911, dont les sept premiers versements à compter du 1er mars 1908, devront être de \$130.00 pour chacun et le huitième et dernier versement sera de \$1,130.00.

3° Les dits droits de jouissance du dit immeuble et d'exercice de la faculté de réméré sur le dit immeuble dans l'espace de temps ci-dessus mentionné seront soumis aux conditions suivantes, savoir : l'obligation de répondre à toutes charges et à tous frais de voirie et de voisins grevant la susdite propriété, de payer les rentes, taxes, cotisations de toute nature et généralement faire tout ce que nécessaire au sujet du dit immeuble, de même que si l'acquéreur des susdits droits était propriétaire du dit immeuble ; de tenir les bâtiments érigés sur le dit immeuble constamment assurés contre le feu au nom et en faveur du dit J. E. Hétu, par une compagnie d'assurance au choix de ce dernier pour au moins \$2,000.00, et de lui fournir la police de telle assurance, et à l'avenir des reçus de renouvellements des primes.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le VINGT-DEUXIEME jour de janvier prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 décembre 1907. 3931
[Première publication 21 décembre 1907.]

pendencies, with the reservation in favor of Joseph Brousseau, of a road or right of way on the said lot to communicate from the highway to his lot being the residue of the said lot No. 723.

To be sold at the church door of the of the parish of Saint Adelphe, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 18th December, 1907. 3934
[First published, 21st December, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } WILFRID MATTEAU
No. 130. } AND SIMEON CHA-
BOT, Plaintiffs ; vs ADELARD GRENIER,
Defendant.

1. The right of enjoyment, as a prudent administrator, of a lot of land of irregular shape, situate in the town of Grand'Mère ; bounded in front by Saint Louis street, on one side, towards the east, by Maxime Juineau, in rear and towards the west by Maxime Grenier, measuring forty feet in width in front, by a depth of fifty-eight feet, and thence forming a width of twenty feet on a length of twenty feet following the line of the said lot of land and of that belonging to the said Juineau, the whole english measure, forming part of lot one hundred and forty (140), of the official cadastre of the parish of Sainte-Flore,—with a house and stable, circumstances and dependencies ; the said right of enjoyment to last until the first September, 1911, the date for the redemption of the said immovable and dependencies, under the right of redemption hereinafter mentioned, the whole stipulated in a deed of sale by the defendant Adélarde Grenier to Joseph Edouard Hétu, physician, of the city of Three Rivers, on the 13th September, 1906, before Alcide Lebrun, notary, of the city of three Rivers.

2. The right of the said Adélarde Grenier, the defendant, which the latter has reserved to himself in the deed above mentioned, to exercise the right to redeem and take back the immovable above described five years from the date of the first September, 1906, to wit : on the first September, 1911, the said right of redemption to be sold against the defendant on condition that the purchaser shall repay to the said J. E. Hétu the balance of the price of sale within the delay above mentioned by half-yearly instalments on the 1st March and 1st September of each year between the present day and the 1st September, 1911, the first seven instalments counting from the 1st March, 1908, to be \$130.00 each, and the eighth, and last instalment to be \$1,130.00.

3. The said right of enjoyment of the said immovable and the exercise of the faculty of redemption on the said immovable within the period above mentioned, shall be subject to the following conditions, to wit : the obligation to meet all charges and costs in connection with the roads and with the neighbors affecting the said property, to pay the rents, taxes and assessments of every kind and generally to do everything necessary in connection with the said immovable, as if the purchaser of the aforesaid rights were the owner of the said immovable ; to keep the buildings erected on the said immovable continually insured against fire in the name and in the favor of the said J. E. Hétu, with an insurance company to be selected by the latter for at least \$2,000.00, to give him the policy for such insurance and in future the renewal receipts for the premiums.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th December, 1907. 3932
[First published, 21st December, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières,
Trois-Rivières, à savoir : } EDMOND NAR-
No 134. } CISSE BEAUDRY,
Demandeur ; vs J. S. AYOTTE & Cie, et
LIBOIRE SIMON AYOTTE, tous deux conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire,
Liboire Simon Ayotte, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Luc, dans le rang Saint-James, contenant un arpent de front sur quatorze arpents de profondeur, formant quatorze arpents en superficie ; bornée en front vers le nord-ouest par le chemin public, en profondeur vers le sud-est par les Nos. 179 et 181, d'un côté vers le sud-ouest par le No 210, de l'autre côté vers le nord-est par le No 212. La dite terre connue et désignée sous le numéro deux cent onze (211), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Luc.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Luc, dans le deuxième rang, contenant deux arpents de front sur vingt-trois arpents et sept perches de profondeur ; bornée en front vers le sud-ouest par le chemin public, en profondeur vers le nord-est par la ligne limitative de la paroisse, d'un côté vers le sud-est par le No 278, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le No 280. La dite terre connue et désignée sous le numéro deux cent soixante et dix-neuf (279), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Luc—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Luc, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 novembre 1907. 3645.2
[Première publication, 30 novembre 1907].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } DAME JULIE RIN-
No 248. } GUETTE, De-
manderesse ; contre JOSEPH LESAGE, FILS, Dé-
fendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Paulin, à la concession Saint-Charles, désignée par le numéro trois cent quatre-vingt-quinze (395), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint-Paulin.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Léon, à la concession Saint-Charles, désignée par le numéro quatre cent vingt (420), sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé pour la paroisse de Saint-Léon—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus : l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paulin, le TRENTE ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léon, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 novembre 1907. 3643.2
[Première publication, 30 novembre 1907.]

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17 décembre 1907, constituant en corporation MM.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers,
Three Rivers, to wit : } EDMOND NARCISSE
No 134. } BEAUDRY, Plain-
tiff ; vs. J. S. AYOTTE & Co., and LIBOIRE
SIMON AYOTTE, both jointly and severally, De-
fendants.

As belonging to the said joint and several defend-
ant, Liboire Simon Ayotte, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Saint Luc, in Saint James range, containing one arpent in front by fourteen arpents in depth, forming fourteen arpents in superficies ; bounded in front on the north west by the highway in depth on the south east by lots numbers 179 and 181, on one side to the south west by No. 210, on the other side to the north east by No. 212. The said lot of land being known and designated as number two hundred and eleven (211), on the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Luc.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Luc, in the second range, containing two arpents in front by twenty three arpents and seven inches in depth ; bounded in front on the south west by the highway, in depth on the north east by the boundary line of the parish, on one side to the south east by lot No. 278, on the other side to the north west by No. 280. The said lot of land being known and designated as number two hundred and seventy nine (279), of the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Luc—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Luc, on the SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 27th November, 1907. 3646
[First published, 30th November, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } DAME JULIE RIN-
No 248. } GUETTE, Plaintiff ;
against JOSEPH LESAGE, FILS, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Paulin, Saint Charles concession, designated under the number three hundred and ninety-five (395), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Paulin.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Léon, Saint Charles concession, designated under the number four hundred and twenty (420), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé for the parish of Saint Léon—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold as follows : the immovable firstly described, at the church door of the parish of Saint Paulin, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the morning, and the immovable secondly described, at the church door of the parish of Saint Léon, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 26th November, 1907. 3644
[First published, 30th November, 1907.]

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 17th December 1907, incorporating Messrs. Emile Larose, account

Emile Larose, comptable; Joseph Alex. Hefferman, courtier; Joseph Gauvreau et Joseph Emmanuel Després, marchands; Maxime Lapointe, maître-charretier; Paul Cazeneuve, artiste; Louis Roch Montbriant, architecte; Napoléon George Valiquette, marchand; Louis Guyons, inspecteur, Arthur Gaboury, surintendant, et Joseph Allard, huisier, de la cité de Montréal, dans le but d'être formés en association dans un but de récréation et d'amusement, avec pouvoir d'acheter un immeuble pour servir les fins du club et de ses membres, sous le nom de Le Club Saint-Jacques (incorporé), avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en quatre-vingt (80) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de décembre 1907.

JOS. BOIVIN,

3965

Sous-secrétaire de la province.

No 1799.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 18 décembre courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Donat, dans le comté de Rimouski, le troisième rang de la paroisse de Saint-Gabriel, et l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Gabriel, dans le même comté.

Cette annexion ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908.

3967

No 3599.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul-de-Chester, dans le comté d'Arthabaska, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, les numéros 433 et suivants jusqu'à 448 inclusivement, et partie des biens-fonds ayant au même cadastre les numéros 360, 361, 362 et 432, bornée à l'ouest par la rivière Nicolet, à l'est par le chemin de front du 10^e rang, au sud par le bien-fonds ayant le numéro 37L, et au nord par la petite route qui conduit du 10^e au 11^e rang, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire du village de Saint-Paul-de-Chester.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908.

3963

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un décret de l'exécutif, en date du 18 décembre 1907, de révoquer le permis accordé à la compagnie "The Continental Color & Chemical Company", de faire affaires dans la province de Québec, en vertu de 4 Ed. VII, ch. 34.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 19 décembre 1907.

3957

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que MM. Benjamin Décarie, Antoine Hudon, J. J. Crowley, L. A. Picard, Robert Ford, Joseph Hurtubise *et al*, tous contribuables de la ville de Notre-Dame de Grâce, présenteront un bill à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour amender l'acte d'incorporation de la dite ville, incorporée par 6 Edouard VII, chapitre 53, section 12,

ant; Joseph Alex. Hefferman, broker; Joseph Gauvreau and Joseph Emmanuel Després, merchants; Maxime Lapointe, master carter; Paul Cazeneuve, artist; Louis Roch Montbriant, architect; Napoléon Georges Valiquette, merchant; Louis Guyons, inspector; Arthur Gaboury, superintendent, and Joseph Allard, bailiff, of the city of Montreal, as an association for purposes of recreation and amusement, with power to purchase an immovable to serve for the purposes of the club and of its members under the name of "Le Club Saint Jacques" (incorporé), with a total capital of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into eighty (80) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, the seventeenth day of December, 1907.

JOS. BOIVIN,

3966

Deputy Provincial Secretary.

No. 1799.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Delimitation of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th December instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Donat, in the county of Rimouski, the third range of the parish of Saint Gabriel, and to annex it to the school municipality of Saint Gabriel, in the same county.

Such annexation shall take effect only on the 1st July next, 1908.

3968

No. 3599.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for delimitation of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Paul de Chester, in the county of Arthabaska, the immovables designated on the official cadastre of the parish of Saint Paul de Chester, the numbers 433 and following to 448 inclusively, and part of the immovables designated on the same cadastre under the numbers 360, 361, 362 and 432, bounded on the west by the Nicolet river, on the east by the front road of the 10th range, on the south by the immovable bearing the number 37L, and on the north by the small by-road leading from the 10th to the 11th range, and to annex such territory to the school municipality of the village of Saint Paul de Chester.

Such annexation, if authorized, shall take effect only on the 1st July next, 1908.

3964

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by an order in council, dated the 18th December, 1907, to cancel the permission given to the Continental Color and Chemical Company, to do business in the province of Quebec, under the act 4 Ed. VII, chap. 34.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 19th December, 1907.

3958

Application to the Legislature

Notice is hereby given that Benjamin Décarie, Antoine Hudon, J. J. Crowley, L. A. Picard, Robert Ford, Joseph Hurtubise *et al*, all proprietors of the town of Notre Dame de Grâce, will present a bill at the next session of the Legislature of the province of Quebec, in order to amend the incorporation act of the said town, incorporated by 6 Edward VII, chapter 53, section 12, by lowering

en abaissant la qualification foncière du maire et des échevins de \$5,000.00 à \$1,000.00.

ROME0 LANGLAIS,
3975 Procureur des requérants.

the qualification of the mayor and aldermen from \$5,000.00 to \$1,000.00.

ROME0 LANGLAIS,
3976 Attorney for petitioners.

Avis de Faillites

District de Québec.

In re Quebec Spice Mill, Québec, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 janvier 1908, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 décembre 1907. 3969

District de Beauce.

Re Georges Turmelle, voiturier, Saint-Frédéric, Beauce, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 décembre 1907, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 décembre 1907. 3971

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
In re H. H. Ethier, Demandeur ;

vs
A. T. A. Bigonnesse, marchand, de Saint-Jérôme, Qué., Défendeur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de cette cour, le 14ème jour de décembre 1907, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 16 décembre 1907. 3985

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Auguste Bousquet, Demondeur ;

vs
Wilfrid Langevin *et al.*, "Langevin et Lemelin", entrepreneurs, de Montréal, Défendeurs.

Avis est par les présentes donné que, le 16e jour de décembre 1907, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens cédés par les dits failli, pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 17 décembre 1907. 3983

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 143.

Dans l'affaire de James C. Cottingham, du village de Ormstown, comté de Châteauguay, dit district, manufacturier, Failli.

Avis est par le présent donné que le 16e jour de décembre 1907, par ordre de la cour, le soussigné a

Bankrupt Notices

District of Quebec.

In re Quebec Spice Mill, Quebec, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 6th January, 1908, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th December, 1907. 3970

District of Beauce.

Re Georges Turmelle, carriage maker, Saint-Frédéric, Beauce, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 12th December, 1907, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th December, 1907. 3972

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In re H. H. Ethier, Plaintiff ;

vs
A. T. A. Bigonnesse, merchant, of the town of Saint Jerome, Que., Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 14th day of December, 1907, appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 16th December, 1907. 3986

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Auguste Bousquet, Plaintiff ;

vs
Wilfrid Langevin *et al.*, "Langevin et Lemelin", contractors, of Montreal, Défendants.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 16th day of December, 1907, appointed curator to the property abandoned by the said insolvents, for the benefit of their creditors.

Claims must be filed in my office within thirty days to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 17th December, 1907. 3984

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 143.

In the matter of James C. Cottingham, of the village of Ormstown, county of Chateauguay, said district, manufacturer, Insolvent.

Notice is hereby given that, on 16th December, 1907, by an order of the court, the undersigned was

été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées entre les mains du soussigné, sous 30 jours de la date de cet avis.

ALEXANDER MILLS,
Curateur.

Ormstown, Qué., 19 décembre 1907. 3987

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re La Compagnie Canadienne de Navigation du
Saint-Laurent, Limitée, En liquidation.
Avis est par les présentes donné que, par jugement de cette cour, le seizième jour de décembre 1907, j'ai été nommé liquidateur à cette compagnie. Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 18 décembre 1907. 3981

AVIS DE CURATEUR.

In re Jean Baptiste Falardeau, de la Jeune Lorette, marchand, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Ernest Cimon, en date du treizième jour de décembre 1907, les soussignés ont été nommés curateurs-conjoints.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Bureau : 111, Côte de la Montagne, Québec.
Québec, 13 décembre 1907. 3979

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. F. Gauvreau, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 19^e jour de décembre 1907, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint Jacques.
Montréal, 19 décembre 1907. 3977

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4201.

In re Arsène Rivest, marchand, de Saint-Théodore de Chertsey, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 18 décembre 1907, le dit Arsène Rivest a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Joliette, et qu'il y a déposé son bilan le même jour.

RENAUD & GUIBAULT,
Avocats du gardien provisoire.

Joliette, 18 décembre 1907. 3973

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dame Alice Cloutier, (P. B. Lemire & Cie), Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 19^e jour de décembre 1907, la susdite faillie a fait un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de

appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with the undersigned within 30 days from this notice.

ALEXANDER MILLS,
Curator.

Ormstown, Que., 19th December, 1907. 3988

UNDER THE LIQUIDATION ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re La Compagnie Canadienne de Navigation du
Saint-Laurent, Limitée. In liquidation.
Notice is hereby given that, by a judgment of this court, on the sixteenth day of December, 1907, I was appointed liquidator to the said company. Claims must be filed in my office within 30 days.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 18th December, 1907. 3982

CURATOR'S NOTICE.

In re Jean Baptiste Falardeau, of la Jeune Lorette, merchant, Insolvent.
Notice is hereby given that, in virtue of a judgment of Honorable Mr. Justice Ernest Cimon, dated the thirteenth day of December, 1907, the undersigned were appointed joint curators to the abandonment of property.

The creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested under oath, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU
Joint curators.

Office : 111, Mountain Hill, Quebec.
Quebec, 13th December, 1907. 3980

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of A. F. Gauvreau, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th day of December, 1907, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 19th December, 1907. 3978

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No 4201.

In re Arsène Rivest, merchant, of Saint Theodore de Chertsey, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 18th December, 1907, the said Arsène Rivest made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Joliette, and filed his statement on the same day.

RENAUD & GUIBAULT,
Attorneys for provisional guardian.

Joliette, 18th December, 1907. 3974

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of Dame Alice Cloutier (P. B. Lemire & Cie), Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th day of December, 1907, the said insolvent has made abandonment of her property for the benefit of her

ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François.

C. M. ROBERTSON,

Gardien provisoire.

Sherbrooke, 19 décembre 1907.

3991

creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis.

C. M. ROBERTSON,

Provisional guardian.

Sherbrooke, 19th December, 1907.

3992

Index de la Gazette Officielle de Québec No 51.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Archambault vs Allard, 1724 ; Bigras vs Jeannot alias Juneau, 1722 ; Carignant vs Gosselin, 1722 ; Charbonneau vs Leduc, 1721 ; Dalpé vs Papineau, 1721 ; Desrochers vs Monier, 1722 ; Forget vs Poirier, 1723 ; Haimovitch vs Kalmanovitch, 1723 ; Isaacs vs Bendler, 1722 ; Lapointe vs Têtu, 1721 ; Lebreux vs Rioux, 1724 ; McAllister vs Morgan, 1724 ; Meloche vs Desjardins, 1724 ; Murray vs Lespérance, 1722 ; Nadeau vs Collin, 1724 ; O'Boerne vs Gauvreau, 1721 ; Ouellet vs Van Bogaert, 1723 ; Page vs Leonard, 1723 ; Pharand vs Langevin, 1723 ; Prud'homme vs Clermont, 1723 ; St. Pierre vs Labelle, 1721 ; Thuau vs de Werthemer, 1722 ; Valérie vs Paradis, 1724 ; Vermette vs Toupin, 1725.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avls, etc., 1701.

AVIS :—Eastern Townships Dairy Produce Co, 1719 ; The Continental Colors Chemical Coy, 1737 ; Ville de Coaticook, 1718.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1707 ; Conseil législatif, 1705.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Bay Shore Lumber Coy, 1704 ; Eastern Townships Dairy Produce Co, 1719.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Association des anciens élèves et gradués de l'Université Laval, à Québec, 1718 ; Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles, 1711 ; Cité de Québec, 1710 ; Cité des Trois-Rivières, 1712 ; Club Université de Montréal, 1714 ; Compagnie de chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha !, 1714 ; Compagnie Hydraulique de la Rivière du Nord, 1709 ; Corporation de Limoilon, 1711 ; Corporation de la cité de Sherbrooke, 1777 ; Corporation de la paroisse de Notre-Dame de Québec, 1711 ; Corporation de ville de Farnham, 1712 ; Corporation du village de Saint-Pierre-aux-Liens, 1712 ; Décarie, Benjamin et autres, 1737 ; Expropriation de la ruelle Saint-David, 1710 ; First Prince of Wales and Fusiliers Armoury Association, 1675 ; Girard, Louis-Philippe, 1711 ; Incorporation de la cité de Hull, 1715 ; Institution Catholique des Sourds-Muets, 1710 ; Kerr, William, succession, 1712 ; L'Action Sociale Catholique, 1717 ; Leduc, Frs.-Xavier, 1710 ; Les Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie, 1713 ; L'Œuvre du Patronage de Saint-Hyacinthe, 1719 ; Mayrand, Geo., et autres, 1713 ; Ménard, Joseph, et autres, 1715 ; Old Brewery Mission, 1713 ; Quebec Central Railway Coy, 1711 ; Quebec Live Stock and General Accident Insurance Coy, 1709 ; Redpath, John, succession, 1714 ; Riverside Athletic and Sporting Club, 1716 ; Robertson, Thomas & Coy, 1715 ; Rouge River Hardwood Development Co, 1715 ; The Country Club, 1719 ; Ville de Saint-Jean, 1716 ; Ville de Westmount, 1713.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 51.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Archambault vs Allard, 1724 ; Bigras vs Jeannot alias Juneau, 1722 ; Carrignant vs Gosselin, 1722 ; Charbonneau, vs Leduc 1721 ; Dalpé vs Papineau, 1721 ; Desrochers vs Monier, 1722 ; Forget vs Poirier, 1723 ; Haimovitch vs Kalmanovitch, 1023 ; Isaacs vs Bendler, 1722 ; Lapointe vs Têtu, 1721 ; Lebreux vs Rioux, 1724 ; McAllister vs Morgan, 1724 ; Meloche vs Desjardins, 1724 ; Murray vs Lespérance, 1722 ; Nadeau vs Collin, 1724 ; O'Boerne vs Gauvreau, 1721 ; Ouellet vs Van Bogaert, 1723 ; Page vs Leonard, 1723 ; Pharand vs Langevin, 1723 ; Prud'homme vs Clermont, 1723 ; St. Pierre vs Labelle, 1721 ; Thuau vs de Werthemer, 1722 ; Valérie vs Paradis, 1724 ; Vermette vs Toupin, 1725.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c. 1701.

NOTICE :—Eastern Townships Dairy Produce Co, 1719 ; The Continental Color and Chemical Company, 1737 ; Town of Coaticook, 1718.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1707 ; Legislative Council, 1705.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Bay Shore Lumber Coy, 1704 ; Eastern Township Dairy Produce Co., 1719.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—The Association of the paststudents and graduates of Laval University, at Quebec, 1718 ; Protestant Board School Commissioners, 1711 ; City of Quebec, 1710 ; City of Three Rivers, 1712 ; University Club of Montreal, 1714 ; Compagnie de chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha !, 1714 ; The North River Hydraulic Coy, 1709 ; Corporation of Limoilon, 1711 ; Corporation of the city of Sherbrooke, 1711 ; Corporation of the parish of Notre-Dame of Quebec, 1711 ; Corporation of the town of Farnham, 1712 ; Corporation of the village of Saint-Pierre-aux-Liens, 1712 ; Décarie, Benjamin and others, 1737 ; Saint David's Lane Expropriation, 1710 ; First Prince of Wales and Fusiliers Armoury Association, 1675 ; Girard, Louis-Philippe, 1711 ; Incorporation of the city of Hull, 1715 ; Institution Catholique des Sourds-Muets, 1710 ; Kerr, William, estate, 1712 ; L'Action Sociale Catholique, 1717 ; Leduc, Frs.-Xavier, 1710 ; Les Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie, 1713 ; L'Œuvre du Patronage de Saint-Hyacinthe, 1715 ; Mayrand, Geo., and others, 1713 ; Ménard, Joseph, and others, 1715 ; Old Brewery Mission, 1713 ; Quebec Central Railway Coy, 1711 ; Quebec Live Stock and General Accident Insurance Coy, 1709 ; Redpath, John, estate, 1714 ; Riverside Athletic and Sporting Club, 1716 ; Robertson, Thomas & Coy, 1715 ; Rouge River Hardwood Development Co., 1715 ; The County Club, 1710 ; Town of Saint Johns, 1716 ; City of Westmount, 1713.

EXAMENS : —Barreau :—Bedford, 1719 ; Montréal, 1720 ; Québec, 1721 ; Saint-François, 1720.

FAILLIS : —Avon, Fils, 1726 ; Beaudreau, 1726 ; Bigonnesse, 1738 ; Bousquet, 1738 ; Cloutier (Dme), 1739 ; Cottingham, 1738 ; Crescent Hat Works, 1726 ; Daoust, 1725 ; de Weithemer, 1726 ; Dominion Dry Goods Co, 1725 ; Falardeau, 1739 ; Gauvreau, 1725 ; Gauvreau, 1739 ; Gravel & Duhamel, 1725 ; La Cie Canadienne de Navigation du Saint-Laurent, 1739 ; LaRue, 1726 ; Naud, 1726 ; Quebec Spice Mill, 1738 ; Rivest, 1759 ; Turmelle, 1738.

LETTRES PATENTES : —Le Club Saint-Jacques, 1736 ; Temiscamingue & Miramichi Mining Co, 1704.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES : — Canada Envelope Co, 1705.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — Au village de Saint-Paul de Chester, divers lots de la municipalité de Saint-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, 1737 ; Divers lots du canton de Whitton à la municipalité de Whitton, 1705.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES — 3e rang de la paroisse de Saint-Gabriel à la municipalité de Saint-Gabriel, 1737.

NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT — Par J. Adélarde Gilbert, 1705 ; Par J. Aimé Lussier, 1705.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES : —A Jos. S. Beudet, 1703 ; Wm. B. S. Reddy, 1703.

PROCLAMATIONS —Convocation des chambres, 1702 ; Municipalité du village Est de Saint-George, Beauce, 1701.

VENTES PAR LICITATION : —Bergevin vs Tracey et al, 1727 ; Chamberlain et al vs Chamberlain et al, 1729 ; Salvas et al vs Dme Lataille et al, 1727 ; Sareault (Dme) vs Rochon et al, 1730.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

CHICOUTIMI : —Robitaille vs Talbot, 1731.

MONTRÉAL : —Boucher, failli, 1731.

OTTAWA : —Auger (Dme) vs Dme Labelle, 1732.

QUÉBEC : —Bergeron (Dme) vs Croteau et al, 1732 ; Bergeron (Dme) vs Croteau, 1733.

SAGUENAY : —Duggan vs Grenier, 1733.

SAINT-HYACINTHE : — Dme Watson et al ès qualité vs Moseley, 1734

TROIS-RIVIÈRES — Beaudry vs Ayotte et al, 1632 ; Gouin vs Baribeault, 1734 ; Marchand vs Côté, 1736 ; Matteau et al vs Grenier, 1735 ; Ringuette (Dme) vs Lesage, 1736.

EXAMINATION : —Bar :—Bedford, 1719 ; Montreal, 1720 ; Quebec, 1721 ; Saint Francis, 1720.

INSOLVENTS : —Avon, Fils, 1726 ; Baudreau, 1726 ; Bigonnesse, 1738 ; Bousquet, 1738 ; Cloutier (Dme), 1739 ; Cottingham, 1738 ; Crescent Hat Works, 1726 ; Daoust, 1725 ; de Weithemer, 1726 ; Dominion Dry Goods Co, 1725 ; Falardeau, 1739 ; Gauvreau, 1725 ; Gauvreau, 1739 ; Gravel & Duhamel, 1725 ; La Cie Canadienne de Navigation du Saint-Laurent, 1739 ; Larue, 1726 ; Naud, 1726 ; Quebec Spice Mill, 1738 ; Rivest, 1739 ; Turmelle, 1738.

LETTERS PATENT : — Le Club Saint Jacques, 1736 ; Temiscamingue and Miramichi Mining Co., 1704.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — Canada Envelope Co., 1705.

SCHOOL MUNICIPALITIES : —Application to annex or to erect, &c. : —To the village of Saint Paul de Chester, several lots of the municipality of Saint Paul de Chester, county of Arthabaska, 1737 ; Several lots of the township of Whitton to the municipality of Whitton, 1705.

SCHOOLS MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED : — 3rd range of the parish Saint Gabriel to the municipality of Saint Gabriel, 1737.

NOTARIAL MINUTES APPLICATION FOR TRANSFER : — By J. Adélarde Gilbert, 1705 ; By J. Aimé Lussier, 1705.

NOSAR AD MINUTES TRANSFERRED : — To Jos. S. Beudet, 1703 ; Wm. B. S. Reddy, 1703.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 1702 ; Municipality of the village East of Saint George, Beauce, 1701.

SALES BY LICITATION : —Bergevin vs Tracey et al, 1727 ; Chamberlain et al vs Chamberlain et al, 1729 ; Salvas et al vs Dme Lataille et al, 1727 ; Sareault (Dme) vs Rochon et al, 1730.

SHERIFFS' SALES :

CHICOUTIMI : —Robitaille vs Talbot, 1731.

MONTREAL : —Boucher, insolvent, 1731.

OTTAWA : —Auger (Dme) vs Dme Labelle, 1732.

QUÉBEC : —Bergeron (Dme) vs Croteau et al, 1732 ; Bergeron (Dme) vs Croteau, 1733.

SAGUENAY : —Duggan vs Grenier, 1733.

SAINT HYACINTH : — Dme Watson et al ès qualité vs Moseley, 1734.

THREE RIVERS : —Beaudry vs Ayotte et al, 1736 ; Gouin vs Baribeault, 1734 ; Marchand vs Côté, 1736 ; Matteau et al vs Grenier, 1735 ; Ringuette (Dme) vs Lesage, 1736.

